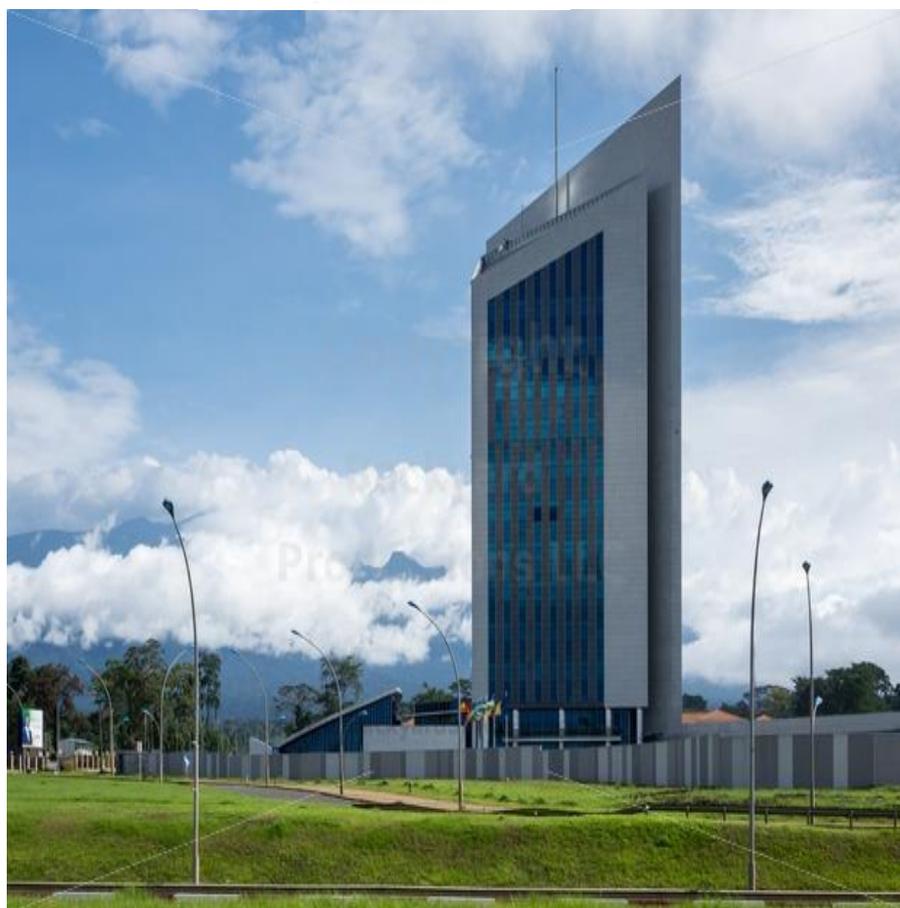


**BANQUE DES ETATS  
DE  
L'AFRIQUE CENTRALE**

**COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER  
DE LA  
REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE**

\*\*\*\*\*

**Session du 25 juillet 2022**



**RAPPORT DE CONJONCTURE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31  
MARS 2022 ET PERSPECTIVES A COURT ET MOYEN TERMES**

# SOMMAIRE

<b>LISTE DE GRAPHIQUES .....</b>	<b>3</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE .....</b>	<b>4</b>
<b>I..... ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL .....</b>	<b>6</b>
<i>Conjoncture économique internationale .....</i>	<i>6</i>
<i>Marchés des produits de base .....</i>	<i>8</i>
<b>CONDITIONS MONETAIRES ET FINANCIERES .....</b>	<b>9</b>
<i>Marché des changes .....</i>	<i>11</i>
<b>II.EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 MARS 2022 .....</b>	<b>12</b>
<b>A. Secteur réel et prix.....</b>	<b>14</b>
<b>B. Finances publiques .....</b>	<b>29</b>
<b>C. Secteur extérieur.....</b>	<b>31</b>
<b>D. Evolution des agrégats monétaires.....</b>	<b>32</b>
1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large .....	32
2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties.....	33
<b>E. Situation comptable de la banque centrale.....</b>	<b>34</b>
<b>F. Situation bancaire .....</b>	<b>36</b>
<b>G. Evolution du marché monétaire et titres publics .....</b>	<b>38</b>
<b>III. .. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT ET MOYEN TERMES (2023-2025) .....</b>	<b>42</b>
<b>IV.ANNEXES .....</b>	<b>43</b>
<b>i. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 MARS 2022 ..</b>	<b>43</b>

## LISTE DE GRAPHIQUES

Graphique 1 : Indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC .....	8
Graphique 2 : Contributions à la croissance de l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC .....	9
Graphique 3 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US en moyenne mensuelle .....	11
Graphique 4 : Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale (%) .....	14
Graphique 5 : Evolution de la production de cacao en Guinée Équatoriale (1996-2022).....	17
Graphique 6 : Évolution cumulée de la production de bois en grume (volume en mètres cubes)....	18
Graphique 7 : Exportation du bois en grume & graphique 8 : Exportations du bois .....	19
<i>Graphique 9: Évolution moyenne journalier du pétrole brut .....</i>	<i>21</i>
<i>Graphique 10 : Évolution moyenne journalier du pétrole condensat .....</i>	<i>22</i>
Graphique 11 : Évolution du Gaz National Liquéfié.....	23
<i>Graphique 12 : Évolution du Méthanol.....</i>	<i>24</i>
Graphique 13 : Évolution de la production total de gaz (en barils équivalent pétrole).....	24
Graphique 14 : Transformation de bois par sociétés & graphique 15: transformation de bois par espèces	25
Graphique 16 : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %) .....	28
Graphique 17 : Évolution des Finances Publiques .....	30
Graphique 18 : Évolution de la balance courante 2015-2022 .....	31

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2020-2023).....	7
Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques et financiers .....	13
Tableau 3 : Contribution de la demande à la croissance réelle .....	15
Tableau 4 : Contributions des secteurs à la croissance réelle.....	16

## VUE D'ENSEMBLE

Selon les *Perspectives de l'économie mondiale*, dans la mise à jour de ses prévisions d'avril 2022, le Fonds Monétaire International (FMI), table sur un taux de croissance de l'économie mondiale de 3,6 % en 2022 contre 6,1% en 2021, Ces prévisions sont susceptibles d'être revues à la baisse en lien avec les tensions géopolitiques actuelles en Europe, consécutive à la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que son impact sur les prix de certaines matières premières, en particulier le pétrole et le gaz.

*Par espace géographique*, le taux de croissance réel de l'activité pour les *économies avancées* devrait ralentir à 3,3% en 2022 et 2,4% en 2023, contre 5,2% en 2021. Pour les *pays émergents et en développement*, le taux de croissance du PIB réel se fixerait à 3,8 % en 2022 et à 4,4 % en 2023 contre 6,8% en 2021. En *Afrique subsaharienne*, le taux de croissance du PIB réel passerait de 3,8% en 2022 à 4,0% en 2023, contre 4,5% en 2021.

S'agissant de l'évolution *des prix*, dans les pays avancés, l'inflation remonterait à 5,7% en 2022, contre 3,1% en 2021, et reviendrait autour de 2,5% en 2023. Pour les pays émergents et en développement, l'inflation s'établirait à 8,7% en 2022 et 6,5% en 2023, contre 5,9% en 2021.

En ce qui concerne *les échanges commerciaux* le volume diminuerait de 5,0 % en 2022, après avoir chuté de 10,1 % en 2021, puis s'est situerait à 4,4 % en 2023.

*Sur le plan régional*, l'indicateur Composite des Activités Economies (ICAE) de la CEMAC en glissement annuel, s'est inscrit en hausse de 6,6% au premier trimestre 2022, contre 3,8% un an auparavant a la même période.

Dans le même temps, *les pressions inflationnistes dans la CEMAC* se sont accentuées à fin mars 2022 par rapport à fin mars 2021, avec un taux d'inflation autour de 2,2% en moyenne annuelle et 4,3% en glissement annuel, contre respectivement 1,7% et 2,6% un trimestre plus tôt, après 2,3% et 1,6% un an plutôt.

Pour l'année 2022, *les prévisions de la BEAC pour la CEMAC* tablent sur : *i)* un taux de croissance du PIB réel de +3,5 % contre 1,5 % en 2021, porté principalement par un rebond des activités pétrolières, *ii)* une accélération des pressions inflationnistes à 3,8 %, contre 1,6 % un an plus tôt, soit un niveau largement supérieur au seuil communautaire de 3,0 %, *iii)* un solde budgétaire base engagements, dons compris, qui deviendrait excédentaire à 1,9 % du PIB en 2022, contre -1,7 % du PIB en 2021, et *iv)* un accroissement du solde du compte courant toujours excédentaire à 4,6 % du PIB, contre -1,4 % du PIB en 2021.

*Sur le plan de la monnaie*, la masse monétaire des pays membres de la CEMAC croîtrait de 13,0 % en 2022 contre 12,2% douze mois plus tôt et les avoirs extérieurs nets bondiraient de 76,0% après un recul de 32,4% en 2021. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie passerait de 64,0% en 2021 à 74,4% en 2022.

*A moyen terme, les perspectives macroéconomiques de la CEMAC* restent entourées d'incertitudes, la balance des risques étant globalement orientée à la hausse aussi bien pour l'inflation (stabilité interne de la monnaie) que pour les réserves de change (stabilité externe de la monnaie). La croissance économique révisée pour la période 2023-2025 devrait s'établir à 3,2% en moyenne contre 2,6% en moyenne lors de prévisions de début d'année sous l'impulsion du secteur non pétrolier.

Les tensions inflationnistes devraient rester fortes en 2023 autour (+3,8 %) avant de reculer progressivement en 2024 et 2025. Concernant les avoirs extérieurs nets de la BEAC, ils évolueraient à la hausse à 4 749,9 milliards à fin décembre 2025.

*Pour ce qui est de l'activité économiques de la Guinée Equatoriale*, les performances économiques du pays se sont redressées en 2021, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 0,9 % et une prévision à 5,4 % en 2022, favorisé par la dynamique des secteurs d'extraction du gaz naturel et non pétrolier.

En ce qui concerne la situation des *finances publiques*, au 31 mars 2022, elle s'est soldée par un excédent budgétaire de 174,7 milliards de FCFA, contre un déficit de 16,9 milliards de FCFA au 31 mars 2021.

*Sur le plan de la monnaie*, la masse monétaire du pays croîtrait de 40,4 % en 2022 contre 0,4 % douze mois plus tôt et les avoirs extérieurs nets bondiraient de 404,8% après une hausse de 38,4 % en 2021, et les crédits à l'économie augmenteraient de 5,3% contre -3,0% en 2021.

S'agissant des *comptes extérieurs* de la Guinée Equatoriale, le déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, a progressé de -5,4% du PIB en 2022, après une contraction de -8,5% du PIB en 2021, en raison notamment de l'amélioration du solde de la balance commerciale.

*A court et moyen terme 2023-2025*, en dépit de la bonne tenue du secteur non pétrolier favorisée entre autres par les efforts de diversification économique engagés par les Autorités du pays, l'activité économique de la Guinée Equatoriale devrait ralentir à moyen terme. Ce recul projeté de l'activité économique s'expliquerait principalement par les contreperformances du secteur pétrolier et de la régression des investissements publics.

Ainsi, *les projections à moyen terme* tablent sur un recul d'activités de l'ordre de 4,0% en moyenne sur la période 2023-2025, consécutive à une récession anticipée pour le secteur pétrolier d'environ 12,4 % en moyenne. L'inflation resterait inférieure à la norme communautaire de 3%.

# I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL

## CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

*Selon les Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en avril 2022 par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance de l'économie mondiale, repartirait à 3,6% en 2022, après une expansion de 6,1% en 2021, pour revenir à 3,6% 2023. L'activité économique devrait pâtir des effets néfastes de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, en plus de la pandémie de COVID-19 qui n'est pas totalement éradiquée. En effet, cette guerre a profondément perturbé les canaux et les circuits d'approvisionnement du commerce mondial. Ainsi, le taux de croissance du commerce mondial reculerait à 5,0% en 2022 et de 4,4% en 2023, contre 10,1% en 2021.*

S'agissant des *pays avancés*, aux **États-Unis** selon le National bureau of Statistics, pour la première fois depuis la crise liée à la COVID-19, l'économie américaine s'est contractée au premier trimestre 2022. La croissance du PIB se situerait à 3,7% en 2022, contre 5,7% en 2021. Pour la **Zone euro**, la croissance a été faible au premier trimestre 2022, en raison des restrictions liées à la pandémie. Les prix de l'énergie ont augmenté depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine et sont supérieurs de 45% à leur niveau d'il y a un an. Pour l'année 2022, le taux de croissance s'établirait à 2,8% contre 5,3% en 2021. S'agissant de l'inflation il serait de 5,7% en 2022, et diminuerait à 2,5% en 2023 contre 3,1% en 2021.

Pour les principales *économies émergentes et en développement*, en **Chine**, les dernières données de l'agence de notation Fitch prévoient une révision à la baisse de la croissance du PIB en raison des perturbations liées à la pandémie et son impact sur l'économie du pays, la croissance du PIB s'établirait à 4,4% en 2022, après une croissance de 8,1% en 2021. En **Inde**, la croissance passerait à 8,2% en 2022, après une croissance de 8,9% en 2021. En ce qui concerne l'inflation, il se situerait à 8,7% en 2022, à 6,5% en 2023 contre 5,3% en 2021.

En *Afrique Subsaharienne*, la croissance de **l'Afrique du Sud**, diminuerait à 1,9% en 2022 contre 4,9% en 2021. Au **Nigeria**, selon le Bureau national des statistiques (NBS), le PB réel a augmenté de 3,11% au premier trimestre 2022 contre 0,51% au cours de la période correspondante de 2021, la croissance resterait quasi-stable à 3,4% en 2022, après une croissance de 3,6% en 2021. Dans **l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, l'activité économique s'est raffermirait en 2022, avec une croissance en rythme annuel de 6,4%, après 5,4% en 2021. En ce qui concerne la **zone CEMAC**, la croissance serait de 3,5% contre 1,4% en 2021.

*Au niveau des conditions monétaires et financières*, face aux effets effectifs et potentiels de la guerre Russo-Ukrainienne et de la pandémie de coronavirus, les banques centrales ont apporté des réponses divergentes. Tandis que la plupart des banques centrales des pays avancés et des pays émergents sortent progressivement des mesures des politiques monétaires accommodantes, celles des pays de l'Afrique Subsaharienne ont prolongé leur politique monétaire accommodante, à quelques exceptions près.

*Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2021-2023)*

<i>INDICATEURS<sup>1</sup> (en %, sauf indication contraire)</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>
<i>Taux de croissance</i>			
<b>Economie mondiale</b>	<b>6,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,6</b>
Pays avancés	5,2	3,3	2,4
Etats-Unis	5,7	3,7	2,3
Japon	1,6	2,4	2,3
Canada	4,6	3,9	2,8
Royaume-Uni	7,4	3,7	1,2
Zone Euro	5,3	2,8	2,3
Allemagne	2,8	2,1	2,7
France	7,0	2,9	1,4
Italie	6,6	2,3	1,7
Espagne	5,1	4,8	3,3
<b>Afrique Sub-saharienne</b>	<b>4,5</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>
Nigéria	3,6	3,4	3,1
Afrique du Sud	4,9	1,9	1,4
<b>CEMAC</b>	<b>1,6</b>	<b>3,3</b>	<b>2,4</b>
<b>UEMOA</b>	<b>5,4</b>	<b>6,4</b>	<b>7,2</b>
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>6,8</b>	<b>3,8</b>	<b>4,4</b>
Pays émergents et en développement d'Asie	7,3	5,4	5,6
Chine	8,1	4,4	5,1
Inde	8,9	8,2	6,9
Pays émergents et en développement d'Europe	6,7	-2,9	1,3
Russie	4,7	-8,5	-2,3
<i>Taux de croissance du commerce mondial</i>	<i>10,1</i>	<i>5,0</i>	<i>4,4</i>
<i>Taux d'inflation</i>			
Pays avancés	3,1	5,7	2,5
Pays émergents et en développement	5,9	8,7	6,5

Sur le plan régional, les économies de la CEMAC devraient poursuivre leurs évolutions favorables au premier trimestre 2022. En effet, l'Indicateur Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC s'est inscrit en hausse de 6,6% en glissement annuel au premier trimestre 2022, contre 3,8% un an auparavant, traduisant la bonne orientation, non seulement des cours du pétrole brut, mais également de la production des autres produits de base.

Dans le même temps, le niveau général des prix dans la CEMAC a maintenu sa tendance haussière. L'inflation en moyenne annuelle s'inscrirait autour de 2,2% à fin mars 2022 par rapport à fin mars 2021, et 4,3% en glissement annuel contre 1,6% un an plus tôt.

<sup>1</sup> Taux de croissance annuel.

Pour l'année 2022, les services de la BEAC tablent sur : i) un taux de croissance du PIB réel de la Zone CEMAC de 3,5% contre 1,4 % en 2021, porté principalement par un rebond de la croissance pétrolière, ii) une remontée des pressions inflationnistes à 3,8% en 2022, contre 1,6% un an plus tôt, iii) un redressement du solde budgétaire base engagements, dons compris, qui deviendrait excédentaire de 1,9% du PIB en 2022, après -1,7% du PIB en 2021, et iv) un accroissement du solde du compte courant toujours excédentaire à 4,6% du PIB contre -1,4% du PIB un an plus tôt. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire croîtrait de 13,0% en 2022, tandis que les avoirs extérieurs nets bondiraient de 76,0%. Le taux de couverture extérieure de la monnaie passerait de 64,0% en 2021 à 74,4% en 2022 et les réserves de change remonteraient à 3,59 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2022, contre 3,55 mois en 2021.

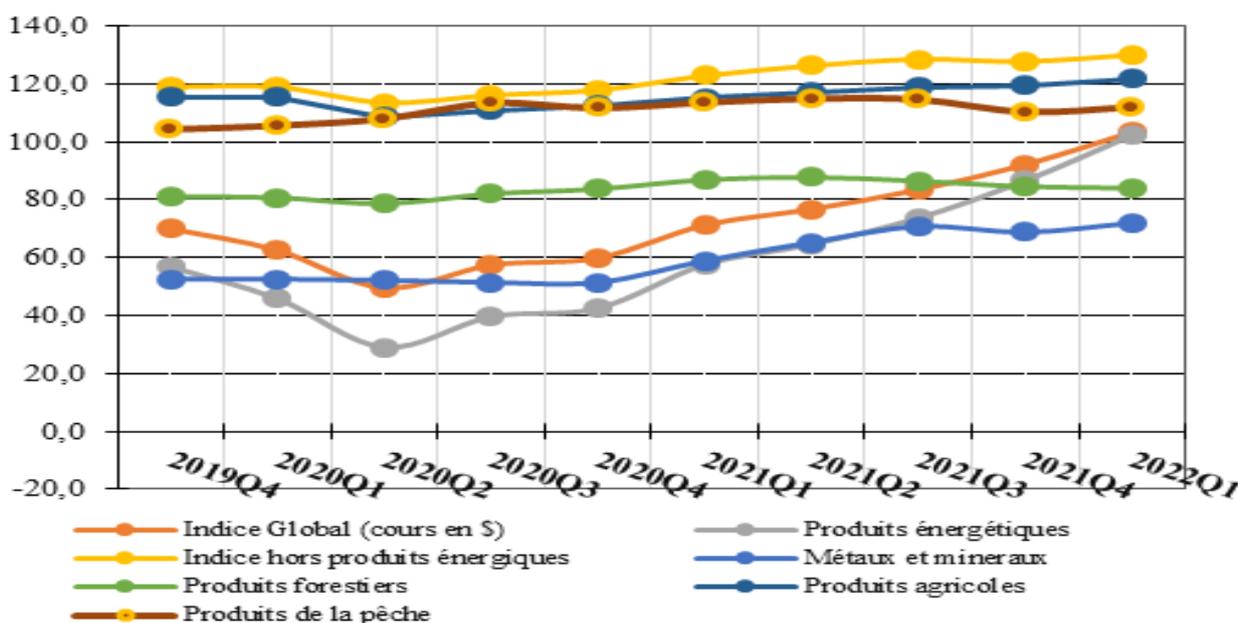
## MARCHES DES PRODUITS DE BASE

De manière générale, l'indice global des cours des produits de base exportés par la CEMAC s'est accru de 12,2%, au premier trimestre 2022, après une hausse de 10,4% au quatrième trimestre 2021, sous l'effet d'une hausse généralisée des cours des produits énergétiques, et non énergétiques. En effet, la guerre entre la Russie et l'Ukraine a entraîné des perturbations sur les circuits d'approvisionnements, provoquant une hausse des prix des principaux produits de base.

En ce qui concerne les produits énergétiques au premier trimestre 2021, ils ont enregistré une hausse de 18,2%, en raison d'une augmentation du prix du baril de pétrole (23,4%) et du gaz naturel (3,0%). Par conséquent, l'indice des produits énergétiques s'est accru de 20,7%. En effet, les cours du pétrole, principal produit d'exportation de la CEMAC, sont passés de 78,3 \$/baril au quatrième trimestre 2021 à 96,6 \$/baril au premier trimestre 2022.

S'agissant des produits non énergétiques, leur évolution s'explique par les mouvements des cours des métaux et minerais (+4,6%) et des produits agricoles (+1,9%).

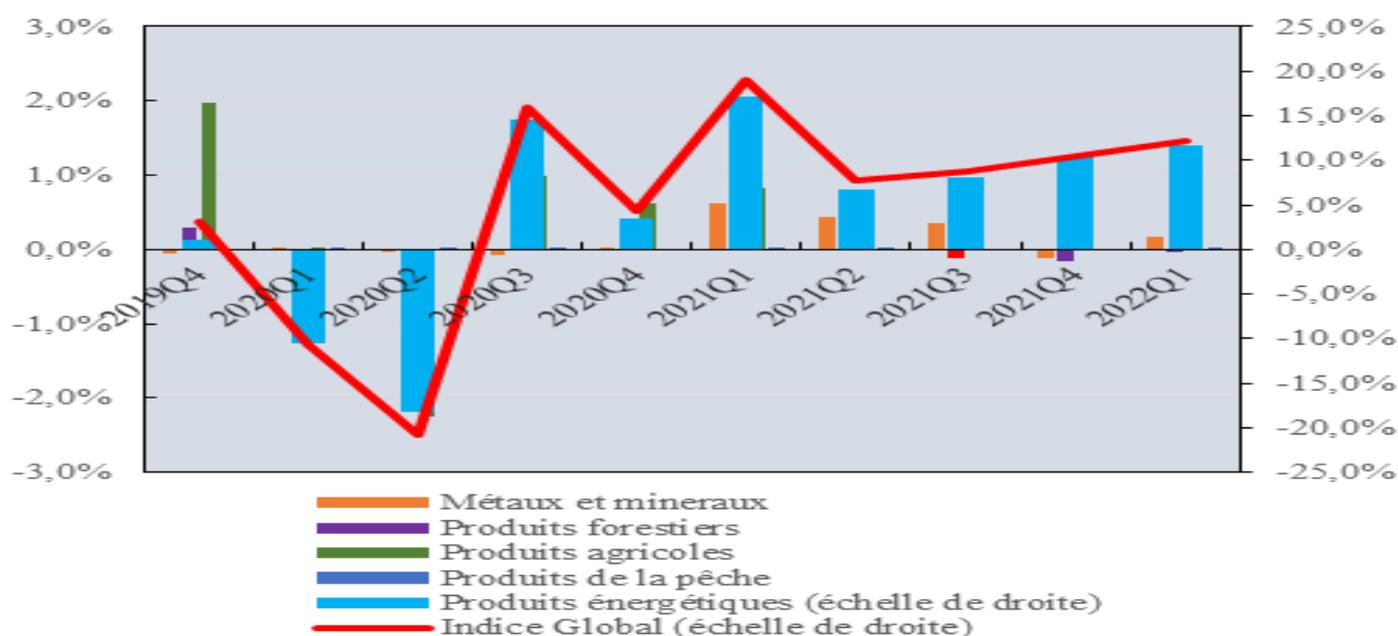
Graphique 1 : Indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : BEAC

En terme de contribution à la croissance de l'indice global, la dynamique des cours des produits de base a été largement portée par l'indice des prix des produits énergétiques (94,9%), l'indice des prix des produits non énergétiques ayant contribué à hauteur de (4,1%), grâce à la contribution des produits agricoles.

Graphique 2 : Contributions à la croissance de l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : BEAC

## CONDITIONS MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

Face aux incertitudes entourant l'environnement international, notamment i) l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19, ii) les contraintes pesant sur les circuits d'approvisionnement et iii) la remontée de l'inflation dans les *pays avancés* induite par la guerre Russo-Ukrainienne, la plupart des banques centrales des pays avancés ont décidé de *resserrer leur politique monétaire*, tandis que celles des *pays en développement* ont poursuivi leur politique monétaire accommodante.

A l'issue de sa réunion du 13 avril 2022, le Conseil des Gouverneurs de la *Banque Centrale Européenne (BCE)* a décidé que, le *taux d'intérêt des opérations principales de refinancement* ainsi que ceux de la *facilité de prêt marginal* et de la *facilité de dépôt* demeureront inchangés, à 0,00%, 0,25% et -0,50% respectivement.

Le Comité de politique monétaire de la *Banque Centrale du Japon (BoJ)*, réuni le 28 avril 2022, a décidé de *maintenir inchangé sa politique monétaire* en maintenant son *taux de dépôt à court terme* à -0,1%. La BoJ anticipe une hausse des prix à la consommation de 1,9% (donnée médiane, hors produits frais alimentaires) sur l'exercice 2022/23.

A l'issue de sa réunion de politique monétaire du 04 mai 2022, la *Banque d'Angleterre (Bank of England ou BoE)*, a décidé d'augmenter son taux directeur de 25 points de base à 1%.

En Chine, le 20 mai 2022, la banque centrale a abaissé, pour la seconde fois cette année, son taux d'intérêt de référence pour les prêts hypothécaires, une mesure destinée à soutenir l'économie et un secteur immobilier à la peine. Le « *Loan Prime Rate* » (LPR) à cinq ans, qui constitue la référence pour les prêts hypothécaires, a baissé de 4,6% à 4,45%. Le LPR à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, reste quant à lui, inchangé à 3,7% suit à son abaissement en janvier 2022.

Le Comité de politique monétaire de la *Banque du Canada (BdC)*, réuni le 01<sup>er</sup> juin 2022 a augmenté le taux cible du financement à un jour pour le faire passer à 1,5%. Le taux officiel d'escompte s'est établi à 1,75%, et le taux de rémunération des dépôts, à 1,50%. De même, la Banque Centrale poursuit sa politique de resserrement quantitatif. Ainsi, les obligations du gouvernement du Canada inscrites au bilan de la BdC qui arrivent à échéance ne seront plus remplacées, ce qui fera diminuer la taille du bilan au fil du temps.

Le Comité de politique monétaire de la *Fed (Federal Open Market Committee)*, à l'appui de ses objectifs de maintenir l'inflation à 2% et un marché de l'emploi dynamique, a décidé dans son communiqué de presse du 16 juin 2022 de porter la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de (0,75%, - 1%) à (1,5% - 1,75%) et prévoit une augmentation continues de la fourchette cible. De plus, il a décidé de réduire progressivement ses avoirs en titres du Trésor (*Treasury securities*) et en dettes d'agence et titres adossés à des créances hypothécaires (*mortgage-backed securities*) selon sa feuille de route publiée en mai 2022.

En Afrique subsaharienne, la plupart des banques centrales ont poursuivi l'orientation accommodante de leurs politiques monétaires, en poursuivant les mesures visant à soutenir l'activité économique et à limiter les effets potentiels de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine. La *Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)*, a décidé de maintenir inchangés ses taux directeurs, à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire du 02 mars 2022. En conséquence, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité est resté à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00%. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, est quant à lui demeuré à 3,00%.

Le comité de politique monétaire de la *BEAC*, a décidé depuis sa session du 25 novembre 2021 de réorienter sa politique monétaire en augmentant progressivement ses taux : le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) et le taux de la facilité de prêt marginal afin de préserver la stabilité externe et interne de sa monnaie. Ainsi, en sa session du 28 mars 2022, il a décidé d'augmenter le TIAO de 3,50% à 4,00%, le taux de facilité de prêt marginal de 5,25% à 5,75%, et de garder inchangé le taux de la facilité de dépôt à 0,00%.

La *Banque Centrale du Congo (BCC)*, réunie le 28 mars 2022, a maintenu inchangé son principal taux directeur à 7,5%. Les coefficients des réserves obligatoires sur les dépôts en devises à vue et à terme ont été maintenus respectivement à 13,0% et 12,0% et ceux des dépôts en monnaie nationale à vue et à terme à 0%.

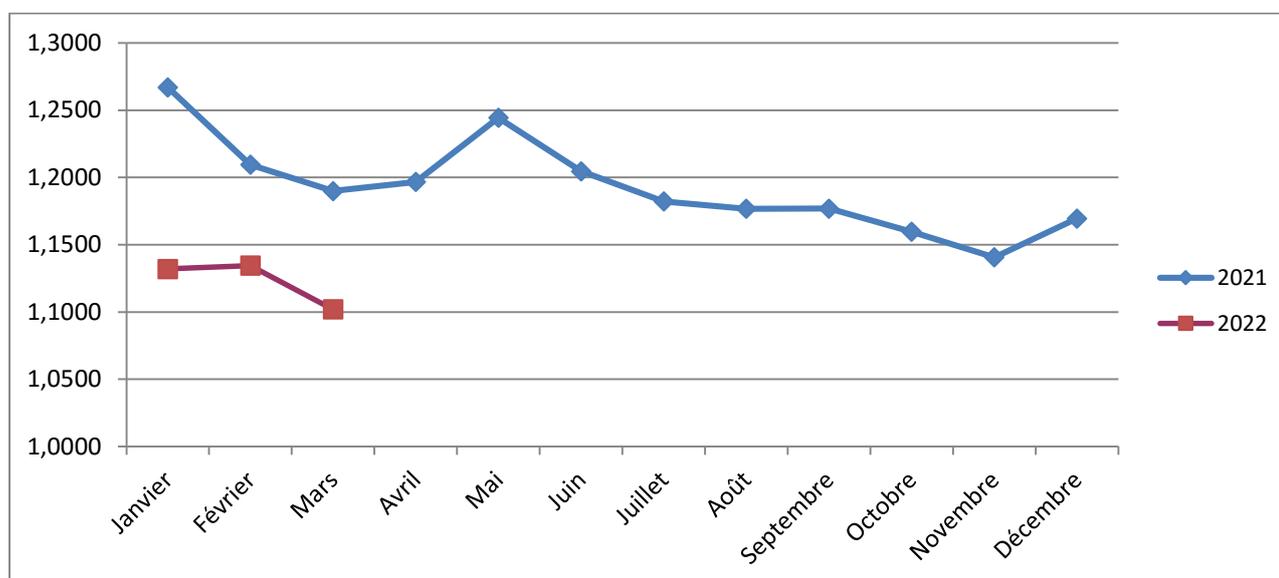
En Afrique du Sud, la *South African Reserve Bank (SARB)*, dans son communiqué de presse du 19 mai 2022, a décidé d'augmenter le *taux de rachat des titres* de 50 points de base à 4,75% par an, à compter du 20 mai 2022.

Le Comité de politique monétaire de la *Banque Centrale du Nigéria (BCN)*, réuni les 23 et 24 mai 2022, a décidé de conserver son principal taux d'intérêt directeur à 11,5% et son coefficient des réserves obligatoires à 27,5%.

## MARCHE DES CHANGES

Sur le *marché de changes*, globalement, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales monnaies au cours des mois précédents, en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les l'impact de sanctions prononcées à l'encontre de la Russie. En effet, depuis le début de l'année 2021, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du dollar en moyenne de 6,7%.

*Graphique 3 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US en moyenne mensuelle*



*Source : Banque de France*

## II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 MARS 2022

Après une année 2020 lourdement impacté par la Covid-19 et une timide reprise amorcée en 2021, la Guinée Equatoriale devrait enregistrer un remarquable rebond d'activité en 2022, en raison notamment des très bonnes performances attendues pour les activités gazières, ainsi qu'un meilleur dynamisme prévu pour le secteur non pétrolier.

En effet, le taux de croissance du PIB serait de 5,4% en 2022, soit une révision à la hausse par rapport à la prévision initiale (+2,2%), contre une croissance révisée de 0,9% en 2021.

Ainsi en 2022, les principales hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale sont :

- ✓ *Au plan externe* : i) la hausse des cours du pétrole brut équato-guinéen de 58% (65,3 dollar/baril en 2021 à 103,0 dollars/baril en 2022), et du gaz (310,8 dollar/tonne en 2021 à 490,6 dollar/tonne en 2022) ; ii) une appréciation du taux de change en moyenne de 6,2% (554,2 FCFA/\$ en 2021 à 588,8 FCFA/\$ en 2022), et iii) un renforcement de l'indice des termes de l'échange de 131,6% ;
  
- ✓ *Au plan interne*: i) la hausse des exportations de Méthanol, GNL et Autres Gaz de 22,8% (188,3 milliers de barils/jour en 2022 contre 150,9 milliers de barils/jour en 2021) ; ii) une diminution de la production du pétrole brut de 6,4% (5,5 millions de tonnes en 2022 contre 5,9 millions de tonnes en 2021); iii) une augmentation exponentielle des exportations de bois de 120,6% (114,6 milliers de m3 en 2022 face à 51,9 milliers de m3 en 2021); iv) une augmentation prévu de dépenses en capital de l'Etat à hauteur de 64,8% (260,0 milliards FCFA en 2022 contre une exécution de 157,8 milliards FCFA en 2021); ainsi que; iv) l'ouverture totale des frontières aériennes qui avaient été fermées dans le cadre de la contention de la pandémie, créant ainsi un regain de l'activité et une hausse de la consommation et des investissements privés dans tous les secteurs; et v) la résurgence de pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation moyenne annuelle estimé à 2,6% en 2022, en dessous de la norme communautaire de 3%.

**Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques et financiers**

	2010	2011	2012	2013	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
	(Variations annuelles, en %)										Estim.	Estim.	Estim.
<b>PIB, prix et population</b>													
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-3.9	4.5	8.4	-4.0	-9.3	-9.5	-2.1	-3.1	-4.4	-4.6	0.9	5.4	
dont secteur pétrolier	-7.5	0.1	3.4	-7.7	-15.0	-8.8	-6.5	-10.3	-10.9	-5.3	-6.7	4.0	
secteur non pétrolier	2.5	11.9	15.7	0.9	-2.2	-10.2	2.8	4.2	1.2	-4.2	6.5	6.3	
Taux de croissance démographique	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	
Inflation (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	5.6	4.8	3.6	3.0	1.7	1.4	0.8	1.3	1.2	4.7	-0.1	2.3	
<b>Finances publiques</b>													
Recettes totales	-9.8	32.5	12.1	-15.7	-20.9	-45.4	6.7	20.0	-14.2	-33.9	25.1	42.1	
dont recettes pétrolières	-11.4	36.2	8.1	-14.2	-25.9	-51.2	17.6	23.4	-16.5	-36.7	33.6	43.2	
recettes non pétrolières	8.4	-1.3	44.1	-17.9	9.5	-21.5	-21.0	7.2	-4.3	-22.9	-1.9	37.2	
Dépenses totales	-11.0	9.9	45.4	-17.3	-4.9	-42.2	-26.1	3.7	-22.3	-17.1	-4.4	17.0	
dont dépenses courantes	31.5	10.3	62.9	6.9	-11.9	4.2	2.6	3.9	1.3	-10.6	5.6	13.2	
dépenses en capital	-16.9	9.9	41.5	-23.4	-2.9	-54.6	-43.7	3.4	-48.8	-31.5	-33.6	64.8	
<b>Monnaie et crédit</b>													
Avoirs extérieurs nets	-25.9	37.3	43.1	4.8	-47.6	-80.9	-57.1	42.0	-177.7	-219.5	38.4	404.8	
Crédits à l'économie	36.4	26.1	-15.3	33.6	14.0	3.7	1.4	1.8	-20.6	0.0	-3.0	5.3	
Créances nettes sur l'Etat	56.0	-105.7	8.5	-18.0	71.6	227.4	50.9	3.6	97.8	10.1	-29.5	4.6	
Masse monétaire (M2)	48.9	6.1	55.6	6.9	-10.8	-16.0	1.0	-2.6	-7.9	-7.0	0.4	40.4	
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	200.0	52.8	-34.5	93.3	-39.2	71.5	-5.7	-6.4	
Taux de couverture extérieure (fin de période)	122.4	101.8	100.9	100.7	55.9	8.4	7.1	7.1	7.3	7.7	6.9	60.1	
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétrolier/M2)	3.04	2.96	2.24	2.21	2.88	3.17	3.35	3.63	4.08	4.35	4.70	3.68	
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	4.00	4.00	4.00	3.25	2.95	2.45	2.95	3.50	3.50	3.25	3.50	3.50	
<b>Secteur extérieur</b>													
Exportations, fob	27.0	16.7	10.2	-17.2	-46.1	-28.5	24.4	12.1	-8.2	-49.5	53.9	76.5	
Importations, fob	54.5	-20.6	7.1	-3.5	-23.1	-6.4	-11.4	-5.5	-24.7	-39.7	78.5	101.1	
Termes de l'échange	25.0	38.4	-2.0	-3.0	-46.5	-5.3	26.5	24.9	-6.4	-33.7	59.1	68.2	
Variation des prix à l'exportation	32.8	42.7	5.4	-9.4	-36.1	-19.3	23.9	24.3	-3.1	-36.5	67.6	90.1	
Variation des prix à l'importation	6.2	3.1	7.6	-6.6	19.4	-14.8	-2.1	-0.5	3.5	-4.1	5.3	13.0	
Taux de change effectif réel	(8.7)	0.5	-1.2	6.9	-0.1	1.5	-1.6	...	...	...	...	...	
Taux de change effectif réel des exportations	(8.7)	0.5	-1.2	7.0	0.1	1.3	-1.5	...	...	...	...	...	
Taux de change effectif réel des importations	1.2	2.4	-0.2	1.7	-0.2	2.1	-2.9	...	...	...	...	...	
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	(46.7)	(47.5)	-45.7	-55.8	-64.6	-67.0	-64.3	...	...	...	...	...	
<b>Monnaie et crédit</b>													
(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)													
Avoirs extérieurs nets	-58.4	41.6	62.4	6.4	-49.2	-49.1	-7.7	2.4	-15.2	-15.7	-2.9	60.7	
Avoirs intérieurs nets	107.2	-35.5	-6.8	0.5	38.4	33.1	8.7	-5.1	7.3	8.7	3.3	-20.4	
Crédit intérieur net	113.4	-36.1	-2.3	2.3	36.7	31.4	11.0	0.8	6.4	6.1	-23.9	7.2	
Créances nettes sur l'Etat	91.1	-50.7	7.9	-9.9	28.1	28.4	9.7	-1.0	27.5	6.1	-21.1	2.3	
Crédits à l'économie (crédits actifs)	22.3	14.7	-10.2	12.2	8.6	2.9	1.4	1.8	-21.1	0.0	-2.9	4.8	
Autres postes nets	-6.2	0.6	-4.5	-1.8	1.7	1.7	-2.3	-5.8	0.9	2.7	27.2	-27.5	
Masse monétaire (M2)	48.9	6.1	55.6	6.9	-10.8	-16.0	1.0	-2.6	-7.9	-7.0	0.4	40.4	
<b>Comptes nationaux</b>													
(Contribution à la croissance réelle, en %)													
Produit intérieur brut	-3.9	4.5	8.4	-4.0	-9.3	-9.5	-2.1	-3.1	-4.4	-4.6	0.9	5.4	
dont secteur pétrolier	-4.8	0.0	2.0	-4.3	-8.3	-4.6	-3.4	-5.2	-5.1	-2.3	-2.9	1.6	
secteur non pétrolier	0.9	4.5	6.4	0.4	-1.0	-4.9	1.3	2.1	0.7	-2.4	3.7	3.8	
Demande intérieure brute	17.4	18.4	7.3	1.8	-29.4	-7.1	-1.5	1.5	-7.8	-13.9	21.0	27.2	
Consommation	24.2	14.3	-0.4	3.8	-22.8	5.4	-14.2	0.7	1.0	-11.4	20.6	26.3	
Publique	0.9	0.5	7.2	1.7	-2.0	1.0	0.1	0.8	0.7	-2.6	0.6	1.0	
Privée	23.3	13.9	-7.6	2.2	-20.8	4.4	-14.3	-0.2	0.3	-8.8	20.1	25.4	
Investissements bruts	-6.8	4.1	7.7	-2.1	-6.6	-12.6	12.7	0.9	-8.8	-2.5	0.4	0.9	
Publics	-6.3	0.4	6.5	-5.1	-1.3	-10.8	-2.5	0.8	-3.2	-1.2	-0.1	1.1	
Privés (Entreprises et ménages)	-0.5	3.7	1.2	3.0	-5.3	-1.8	15.2	0.1	-5.5	-1.3	0.5	-0.2	
dont secteur pétrolier	-2.2	2.5	2.2	1.3	-2.2	-1.0	8.3	-0.8	-5.4	-0.1	1.4	2.5	
secteur non pétrolier	1.7	1.2	-1.1	1.7	-3.1	-0.8	6.9	0.9	-0.2	-1.2	-0.9	-2.7	
Variation des stocks	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Exportations nettes	-21.4	-13.9	1.1	-5.7	20.1	-2.4	-0.5	-4.6	3.4	9.2	-20.2	-21.8	
Exportations de biens et services non facteurs	-4.4	-19.9	2.9	-4.2	-4.2	-3.8	2.0	-10.1	-2.9	-5.3	-7.8	-6.3	
Importations de biens et services non facteurs	-17.0	6.0	-1.8	-1.6	24.4	1.4	-2.5	5.6	6.3	14.5	-12.4	-15.5	
<b>Comptes nationaux</b>													
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)													
Investissements	32.8	33.1	39.4	39.1	46.7	28.2	31.8	29.4	26.3	27.0	27.0	28.6	
dont Secteur pétrolier	1.9	3.9	5.7	7.0	3.1	1.1	10.3	8.6	8.3	9.0	10.8	14.3	
Épargne intérieure	55.1	68.4	75.5	64.5	47.9	24.7	37.8	43.7	41.3	34.1	29.5	33.9	
Épargne nationale	13.6	29.3	40.9	37.4	31.9	3.4	30.0	31.4	21.1	31.2	20.4	24.7	
<b>Finances publiques</b>													
Recettes totales	26.6	30.3	30.7	27.5	29.8	19.1	18.6	20.6	18.5	14.2	14.8	16.0	
Recettes pétrolières	24.0	28.1	27.4	25.0	24.0	13.7	14.8	16.8	14.6	10.8	12.0	13.1	
Recettes non pétrolières	2.6	2.2	3.3	2.5	5.8	5.4	3.9	3.8	3.8	3.4	2.8	2.9	
Dépenses totales	31.2	29.4	38.6	34.0	46.9	31.8	21.5	20.5	16.7	16.1	12.8	11.9	
Dépenses courantes	5.6	5.3	7.8	8.9	9.9	12.1	11.3	10.9	11.5	12.0	10.5	9.1	
Dépenses en capital	25.5	24.1	30.8	25.1	37.0	19.7	10.1	9.7	5.2	4.1	2.3	2.9	
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4.3	1.2	-7.6	-6.1	-16.6	-11.8	-2.4	0.8	2.7	-0.8	3.1	5.1	
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-4.3	1.2	-7.6	-6.1	-16.6	-11.8	-2.4	0.8	2.7	-0.8	3.0	5.1	
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières)	-72.6	-77.8	-95.4	-75.3	-69.4	-40.3	-27.7	-26.7	-18.4	-15.5	-13.2	-14.2	
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-4.5	0.9	-8.0	-6.5	-17.0	-12.7	-2.8	0.1	1.8	-1.8	2.0	4.1	
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-4.5	0.9	-8.0	-6.5	-17.0	-12.7	-2.8	0.1	1.8	-1.8	2.0	4.1	
Solde budgétaire de base (déficit -)	-4.5	0.9	-8.0	-6.5	-17.0	-12.7	-2.8	0.1	1.8	-1.8	2.0	4.1	
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-1.4	-2.8	-12.8	-10.3	-20.9	-6.6	-1.3	-2.7	-0.7	-0.3	1.3	0.4	
<b>Secteur extérieur</b>													
Exportations de biens et services non facteurs, fob	81.2	81.6	81.5	71.9	51.1	44.0	51.2	50.4	47.8	29.2	36.5	47.9	
Importations de biens et services non facteurs, fob	58.9	46.4	45.3	46.4	49.8	47.5	45.2	36.1	32.7	22.0	34.0	42.6	
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	-20.2	-6.1	-1.2	-2.7	-18.7	-28.5	-8.6	-2.9	-7.5	2.1	-8.5	-5.4	
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	-20.3	-5.6	-1.2	-2.6	-17.2	-28.5	-8.5	-2.5	-7.4	2.0	-8.6	-5.5	
Encours de la dette extérieure/PIB	4.3	7.3	8.0	6.8	8.9	10.6	9.8	11.7	11.6	9.6	8.1	4.9	
Ratio du service de la dette/Export bnf	0.4	0.4	1.0	2.8	3.4	4.0	2.7	2.8	4.6	20.1	4.5	3.3	
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	1.2	1.2	2.6	7.3	5.9	9.1	7.5	6.9	12.0	41.1	11.0	9.9	
Encours de la dette totale/PIB	---	---	---	---	32.5	51.4	48.7	46.6	46.5	50.5	36.9	17.8	
Réserves extérieures (en mois d'importations cat)	3.6	5.6	7.5	7.8	3.5	0.2	0.1	0.2	0.2	0.5	0.2	2.2	
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	2.9	4.3	5.6	5.7	2.5	0.2	0.1	0.1	0.1	0.3	0.1	1.8	
<b>Pour mémoire</b>													
PIB nominal (en milliards de FCFA)	8,074.2	9,406.2	10,419.1	9,789.6	6,923.8	5,907.4	6,468.1	7,007.8	6,715.1	5,758.5	6,920.6	9,103.5	
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	3,147.1	3,252.2	3,825.5	4,039.3	4,050.5	3,748.2	3,992.3	4,212.1	4,367.9	4,335.6	4,701.0	5,162.7	
Population (en millions d'habitants)	1.0	1.1	1.1	1.1	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	1.5	1.5	
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	15,807.2	18,671.6	18,477.7	17,342.8	9,581.1	7,883.6	8,516.6	9,334.5	8,195.8	6,927.5	8,348.2	9,998.6	

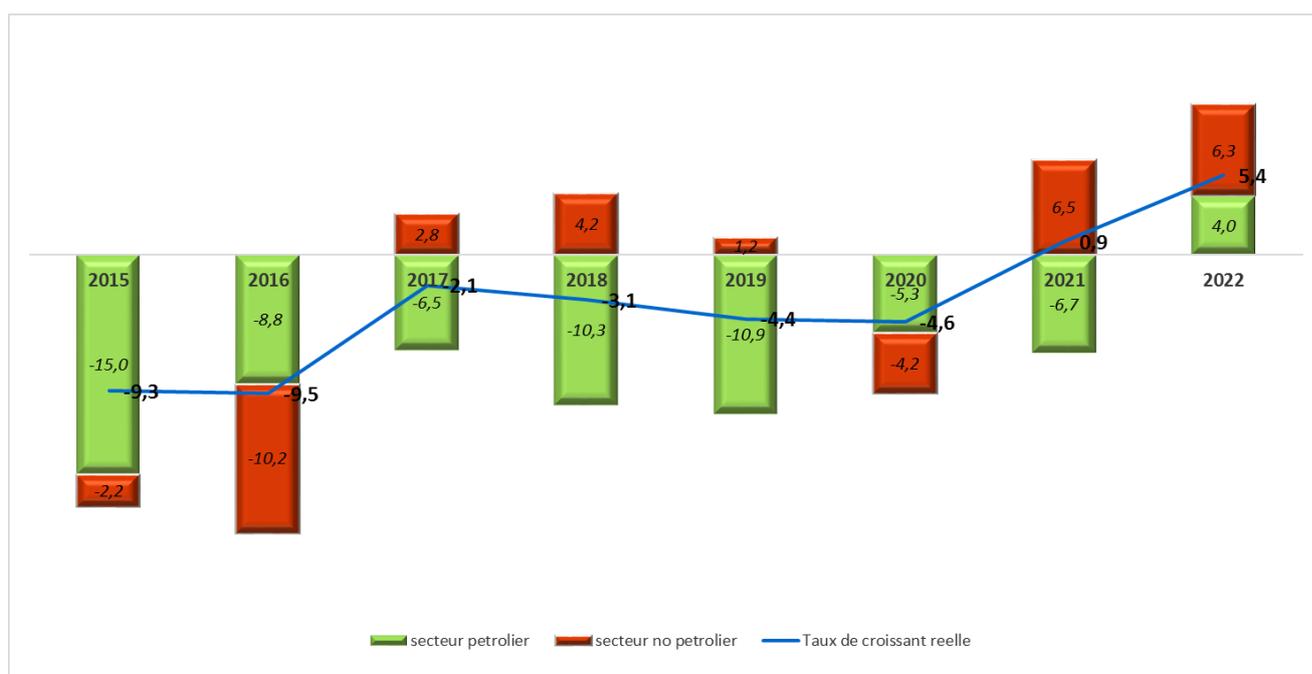
## A. SECTEUR REEL ET PRIX

La croissance économique réelle de la Guinée Equatoriale devrait ressortir en hausse de 5,4% en 2022, après une timide reprise amorcée en 2021 de 0,9%. Cette embellie de l'activité serait soutenue par une croissance du secteur pétrolier et non pétrolier le secteur. Le secteur pétrolier devrait accroître de 4,0% en 2022 contre -6,7% en 2021, et le non pétrolier devrait poursuivre sa tendance avec une croissance de 6,3% en 2022 contre 6,5% en 2021.

Les facteurs suivants expliqueraient l'évolution de cette conjoncture :

- Pour le secteur pétrolier: *i*) un contexte mondiale marqué par la hausse des cours des hydrocarbures, du fait de la contraction de l'offre, lié à la guerre entre la Russie et l'Ukraine; *ii*) des meilleures performances attendues de la production de GNL et Méthanol, suite à la réparation des usines de production affectés lors de l'incendie enregistré à fin septembre 2021 sur le complexe pétrolier de Punta Europa, ainsi que, *iii*) des meilleurs réalisations prévues de la production de pétrole brut, tirant profit de la hausse de cours.
- Pour le secteur non pétrolier: *i*) la levée des mesures des restrictions mises en place pour la contention de la pandémie, notamment l'ouverture des frontières terrestres et aériennes, la réduction de la durée de confinements pour les passagers arrivant en Guinée Equatoriale, ont créé un regain de confiance et une hausse de la consommation et des investissements privés pour tous les secteurs; *ii*) la hausse considérable des exportations de bois en grume, du fait d'une autorisation spéciale du Gouvernement, prise en octobre 2020 et, *iii*) une progression attendue des dépenses en capital de l'Etat dans le cadre de la relance des travaux de construction.

Graphique 4 : Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale (en %)



Sources : BEAC

## 1.0- Evolution de la contribution de la demande à la croissance globale

En analysant les estimations de la contribution de la demande à la croissance globale, *la demande intérieure brute* contribuerait positivement à la croissance de 27,2% en 2022 contre une contribution aussi positive de 21,0% en 2021, en raison de la progression de la consommation privée et publique, ainsi que des investissements publics.

En effet, la *consommation globale* afficherait une contribution positive à la croissance de 26,3% en 2022, face à une contribution aussi positive de 20,6% en 2021, sous l'effet notamment de la reprise de la consommation des ménages et des entreprises de 25,4% et une légère hausse de la consommation publique de 1,0%. La normalisation progressive des activités économiques, suite à une période prolongée de plusieurs restrictions est à l'origine de l'affermissement de la consommation.

Les *investissements bruts* contribueraient positivement à la croissance de 0,9% en 2022 face à une contribution aussi positive de 0,4% en 2021, expliqué notamment par l'accroissement des investissements de l'Etat de 1,1%, ainsi que les investissements privés du secteur pétrolier de 2,5% contre - 0,1% et 1,4% respectivement en 2021.

La *demande extérieure nette* toutefois afficherait une contribution négative de 21,8% en 2022, face à une contribution également négative de 20,2% en 2021, en lien avec la dégradation des importations, malgré une légère amélioration de la contribution des exportations. En effet, la contribution des *exportations de biens et services* serait de -6,3% en 2022 contre une contribution également négative de 7,8% en 2021. Par ailleurs, les *importations de biens et services*, contribueraient négativement de 15,5% en 2022 après une contribution aussi négative de 12,4% en 2021.

**Tableau 3 : Contribution de la demande à la croissance réelle (en %)**

	2010	2011	2012	2013	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
									Estim.	Estim.	Estim.	Estim.
<i>PRODUIT INTERIEUR BRUT</i>	-3,9%	4,5%	8,4%	-4,0%	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,1%	-4,4%	-4,6%	0,9%	5,4%
<i>DEPENSES INTERIEURES BRUTES</i>	17,4%	18,4%	7,3%	1,8%	-29,4%	-7,1%	-1,5%	1,5%	-7,8%	-13,9%	21,0%	27,2%
Consommation	24,2%	14,3%	-0,4%	3,8%	-22,8%	5,4%	-14,2%	0,7%	1,0%	-11,4%	20,6%	26,3%
Publique (Etat)	0,9%	0,5%	7,2%	1,7%	-2,0%	1,0%	0,1%	0,8%	0,7%	-2,6%	0,6%	1,0%
Privée	23,3%	13,9%	-7,6%	2,2%	-20,8%	4,4%	-14,3%	-0,2%	0,3%	-8,8%	20,1%	25,4%
Investissements bruts	-6,8%	4,1%	7,7%	-2,1%	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,5%	0,4%	0,9%
Formation brute de capital fixe	-6,8%	4,1%	7,7%	-2,1%	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,5%	0,4%	0,9%
Publics	-6,3%	0,4%	6,5%	-5,1%	-1,3%	-10,8%	-2,5%	0,8%	-3,2%	-1,2%	-0,1%	1,1%
Privée (Entreprises, ménages et autres)	-0,5%	3,7%	1,2%	3,0%	-5,3%	-1,8%	15,2%	0,1%	-5,5%	-1,3%	0,5%	-0,2%
dont Secteur pétrolier	-2,2%	2,5%	2,2%	1,3%	-2,2%	-1,0%	8,3%	-0,8%	-5,4%	-0,1%	1,4%	2,5%
dont Secteur non pétrolier	1,7%	1,2%	-1,1%	1,7%	-3,1%	-0,8%	6,9%	0,9%	-0,2%	-1,2%	-0,9%	-2,7%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<i>EXPORTATIONS NETTES</i>	-21,4%	-13,9%	1,1%	-5,7%	20,1%	-2,4%	-0,5%	-4,6%	3,4%	9,2%	-20,2%	-21,8%
Exportations de biens et services non facteurs	-4,4%	-19,9%	2,9%	-4,2%	-4,2%	-3,8%	2,0%	-10,1%	-2,9%	-5,3%	-7,8%	-6,3%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pétrole brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens et services non facteurs	-17,0%	6,0%	-1,8%	-1,6%	24,4%	1,4%	-2,5%	5,6%	6,3%	14,5%	-12,4%	-15,5%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Secteur pétrolier	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

## 1.1- Evolution de la contribution de l'offre à la croissance globale

Suivant les estimations de la contribution de l'offre à la croissance globale, les secteurs secondaire et tertiaire soutiendraient la croissance réelle en 2022. En effet, le secteur secondaire contribuerait à la croissance de 3,8% en 2022, contre une contribution aussi positive de 1,6% en 2021, sous l'effet notamment de la hausse prévue de la production de Méthanol et Autres Gaz, ainsi que la relance annoncée des activités de la construction. De même, le secteur tertiaire contribuerait à la croissance de 2,5% en 2022 contre un apport aussi positif de 3,6% en 2021, du fait d'une contraction prévue dans les activités commerciales et hôtelières.

Par contre, le secteur primaire enregistrerait une nette amélioration par rapport à l'année précédente du fait d'une meilleure performance attendue de la production des hydrocarbures, tirant profit du niveau élevé des cours mondiaux, ainsi que les perspectives favorables des activités forestières. En effet, sa contribution passerait de -4,5% en 2021 à -1,1% en 2022.

*Tableau 4 : Contributions des secteurs à la croissance réelle (%)*

	2010	2011	2012	2013	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
									Estim.	Estim.	Estim.	Estim.
Secteur primaire	-2.1%	-1.1%	3.9%	-5.5%	-2.6%	-6.4%	-4.8%	-2.9%	-2.9%	-0.2%	-4.5%	-1.1%
-----												
Agriculture	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Cultures d'exportations	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Secteur de subsistance	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Élevage et chasse	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Sylviculture et exploitation forestière	0.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	0.1%	-0.1%	-0.2%	-0.2%	-0.1%	0.0%	0.2%
Pêche	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.2%	0.0%
Pétrole	-2.0%	-0.9%	2.8%	-5.3%	-2.4%	-5.7%	-4.9%	-2.7%	-2.6%	0.0%	-4.7%	-1.4%
Gaz naturel	-0.1%	-0.1%	0.0%	0.0%	-0.1%	-0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%
Autres industries extractives	-0.1%	-0.1%	1.1%	-0.2%	-0.2%	-0.8%	0.1%	0.0%	-0.1%	-0.1%	-0.1%	0.0%
Secteur secondaire	-4.3%	4.0%	3.4%	-1.6%	-7.1%	-4.4%	2.3%	-2.2%	-3.1%	-2.9%	1.6%	3.8%
-----												
Méthanol et Autres Gaz	-2.6%	1.1%	-0.8%	1.0%	-5.8%	1.1%	1.4%	-2.4%	-2.4%	-2.2%	1.8%	2.9%
Industries manufacturières	0.2%	-0.1%	-0.2%	0.2%	0.4%	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%	0.2%	0.1%	0.1%
Énergie, gaz et eau	0.1%	0.1%	0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	-0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	0.0%
Construction	-2.0%	2.9%	4.3%	-2.8%	-1.7%	-5.7%	0.8%	0.1%	-0.8%	-0.9%	-0.3%	0.7%
Secteur tertiaire	2.9%	2.4%	1.2%	2.5%	0.0%	1.4%	0.3%	1.9%	1.4%	-1.5%	3.6%	2.5%
-----												
Commerce, restaurant et hôtel	1.1%	-0.2%	-0.5%	0.6%	1.6%	0.9%	0.0%	0.1%	0.9%	-1.4%	0.7%	0.4%
Transports et télécommunications	0.6%	-0.1%	-0.3%	0.0%	0.8%	0.6%	0.1%	0.1%	0.2%	0.1%	0.7%	0.3%
Services financiers et immobiliers	0.2%	0.2%	0.1%	-0.1%	0.1%	0.1%	0.0%	0.2%	0.0%	-0.1%	0.7%	0.5%
Services pétroliers	0.3%	0.9%	1.5%	1.9%	-3.8%	-0.4%	0.2%	0.4%	-0.5%	-0.1%	0.6%	1.4%
Administrations publiques	0.3%	1.8%	0.5%	-0.1%	0.7%	0.4%	0.3%	0.7%	0.8%	0.2%	0.9%	-0.2%
Autres services	0.4%	-0.1%	-0.1%	0.3%	0.6%	-0.1%	-0.2%	0.3%	0.1%	-0.2%	0.0%	0.0%
PIB au coût des facteurs	-3.6%	5.3%	8.5%	-4.6%	-9.7%	-9.4%	-2.2%	-3.1%	-4.5%	-4.6%	0.7%	5.2%
Taxes nettes sur les produits	-0.4%	-0.8%	-0.1%	0.6%	0.4%	-0.1%	0.1%	0.1%	0.1%	0.0%	0.2%	0.2%
PIB à prix constants	-3.9%	4.5%	8.4%	-4.0%	-9.3%	-9.5%	-2.1%	-3.1%	-4.4%	-4.6%	0.9%	5.4%
Pour mémoire												
-----												
. Secteur pétrolier	-4.8%	0.0%	2.0%	-4.3%	-8.3%	-4.6%	-3.4%	-5.2%	-5.1%	-2.3%	-2.9%	1.6%
. Secteur non pétrolier	0.9%	4.5%	6.4%	0.4%	-1.0%	-4.9%	1.3%	2.1%	0.7%	-2.4%	3.7%	3.8%

### 1.1-1. Secteur primaire

- *Agriculture vivrière*

La contribution à la croissance de l'agriculture vivrière resterait à un niveau insignifiant en 2022, comme en 2021. Ce branche d'activité est marqué par l'arrêt des champs pilotes créés par le gouvernement visant à accroître la capacité de production en produits vivriers. Par ailleurs, selon les informations qualitatives recueillies par l'équipe de collecte des données de la BEAC, cette branche d'activité rencontre de multiples difficultés qui sont, entre autres :

1. L'absence d'une assistance technique, logistique et financière de la part du Gouvernement pour les coopératives agricoles ;
2. Des déficiences structurelles et opérationnelles de l'INPAGE, qui limitent le bon fonctionnement de cette branche d'activité ;

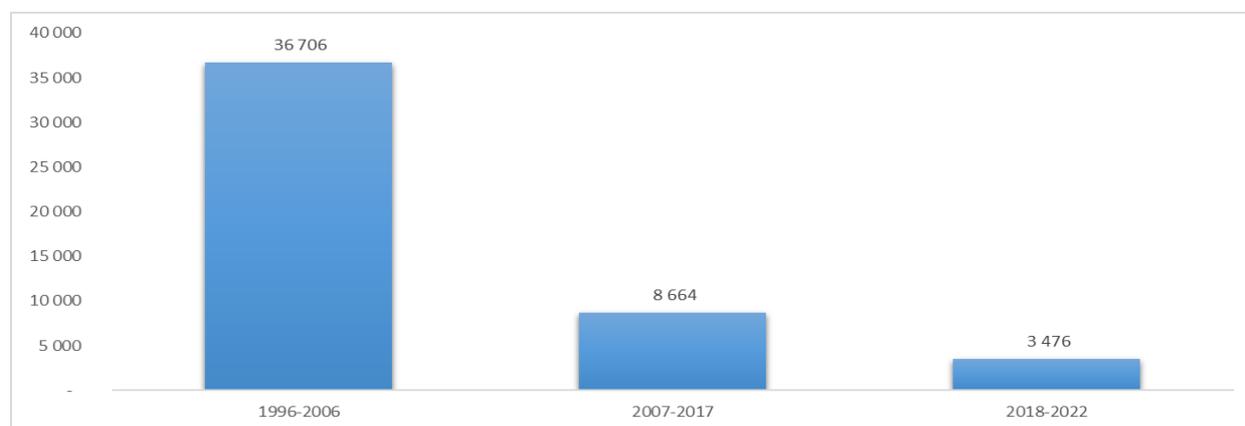
Par ailleurs, la Délégation Régionale de l'Agriculture et l'Élevage, charge du suivi du secteur rencontre également des difficultés pour les déplacements à l'intérieur du pays pour la collecte des données de produits vivriers.

- *Agriculture d'exportation (Cacao et Café)*

La production nationale en produits agricoles d'exportation de la Guinée Équatoriale se limite à la production de quantités marginales de cacao, en constante diminution depuis les années 1990 en corrélation avec le début de l'exploitation des hydrocarbures, et ainsi que d'un soutien insuffisant de l'Etat pour dynamiser ces filières. En conséquence, l'économie équato-guinéenne est parmi les moins diversifiées de la sous-région.

Ainsi, la filière cacao est confrontée à un contexte : (i) de vieillissement des cacaoyers et de la main d'œuvre des agriculteurs, (ii) à l'absence d'un plan ambitieux pour relancer le secteur, (iii) et d'un manque d'attractivité pour la main-d'œuvre jeune. Tous ces facteurs constituent des obstacles importants pour le développement durable de ce secteur.

*Graphique 5 : Evolution de la production de cacao en Guinée Équatoriale (1996-2022)*



Source : BEAC, Chambre de Commerce de Bioko

En effet, d'après la Chambre de Commerce de Bioko, le volume total de cacao exporté au cours de la campagne 2021/2022 s'est situé à 845,8 tonnes, contre 629,5 tonnes pour la campagne précédente. Cette notable hausse de 34,4% est liée aux conditions météorologiques favorables.

*Graphique 6 : Evolution de la production de cacao en Guinée Équatoriale (2021-2022)*

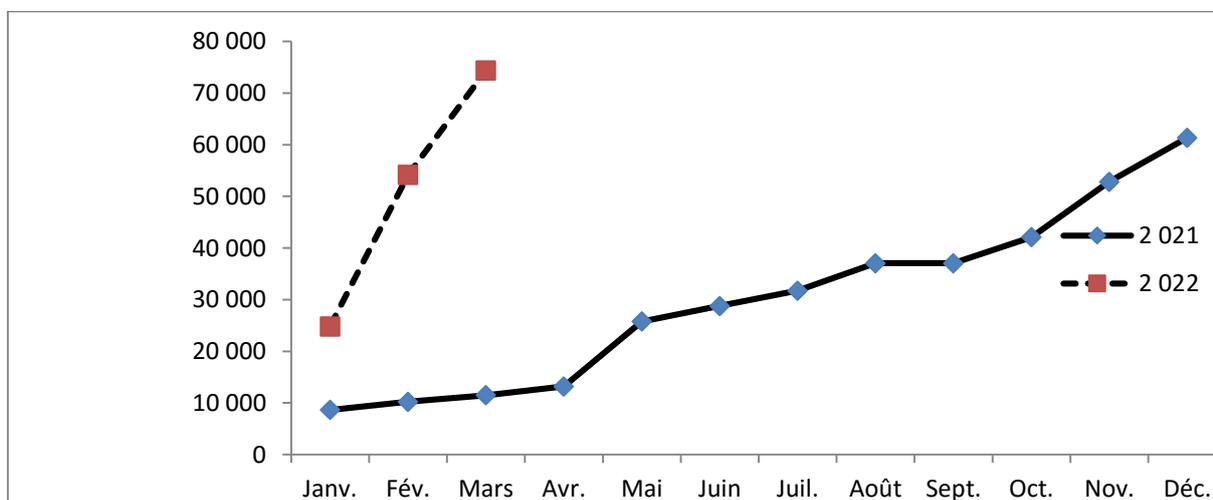


Pour la filière du café, en abandon depuis une longue période, il est à signaler que l'entreprise Matroguisa en 2016 a relancé la production de café sur la partie continentale, avec deux champs Ayantang, situé dans la zone de Mbini et Santa Marta, dans la zone de Niefang, dotée d'une extension de 500 hectares chacun. La production de cette initiative privée est encore en phase expérimentale avec une première opération d'exportation envisagée au cours de l'année 2022.

- *La sylviculture*

La contribution à la croissance de la branche *sylviculture et exploitation forestière* resterait positive de 0,2% en 2022, contre un apport nul en 2021. Selon, les données au 31 mars 2022 du Ministère de l'Agriculture et des Forêt, reflètent un rebond exponentiel de la production de bois en grume de 548% en variation annuelle, se situant à 74 386 m<sup>3</sup> contre seulement 11 479 m<sup>3</sup> un an auparavant.

*Graphique 7 : Évolution cumulée de la production de bois en grume (volume en mètres cubes)*



Sources : Ministère en charge des Forêts

De même, les exportations de bois en grumes, sont ressorties exponentiellement à la hausse de 159% passant de 23 060 m<sup>3</sup> à fin mars 2021 pour se situer à 59 736 m<sup>3</sup> douze mois plus tard. Cette performance est consécutive à l'application de l'Arrêté Ministériel n°93/2020, du 26 octobre, portant autorisation, à nouveau, de l'exportation de bois en grume, adopté dans un contexte marqué par la crise sanitaire afin d'augmenter les recettes non pétrolières.

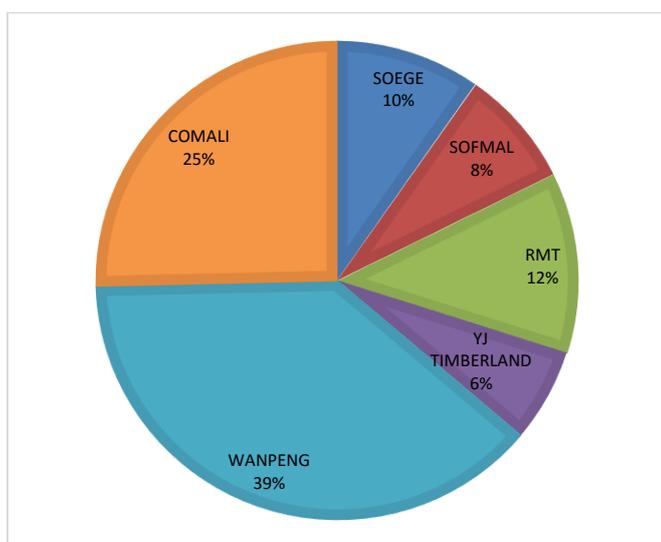
S'agissant des perspectives du secteur, les activités forestières en Guinée Equatoriale évolueraient dans un contexte inquiétant, du fait de :

i) Une réduction de l'extension territoriale forestière, due en partie à l'absence d'un programme national de reforestation, ainsi qu'un contrôle laxiste sur la protection des espèces protégées.

ii) L'absence d'un plan national de la transformation sur place, en ligne avec le plan communautaire au niveau de la CEMAC, d'interdire les exportations de bois en grume à partir l'année 2023. Il s'agit d'une mesure adoptée, lors d'une rencontre au mois d'août 2021, ayant réuni plusieurs Départements Ministériels de la sous-région (Forets, Industrie, Environnement, Economie et Finances), dans le but de procéder aux études préalables de maturation des projets d'investissement dans la transformation du bois, retenus dans le cadre de la première phase du processus d'interdiction des exportations du bois en grume dans la CEMAC. Cette mesure qui aurait dû entrer en vigueur en janvier 2022, a été reprogrammée pour 2023.

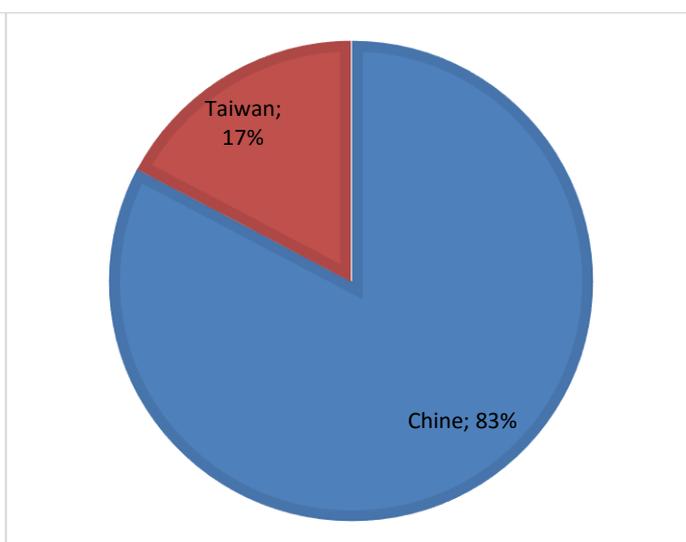
A titre de politique économique à implémenter pour garantir la soutenabilité à l'industrie forestière de la Guinée Equatoriale, l'adoption d'un cadre réglementaire adapté et attractif, ainsi que la conception d'un programme national de reforestation, sont les principaux axes sur lesquels doit s'articuler la stratégie du Gouvernement.

*Graphique 8 : Exportation du bois en grume Par société (Volume en m3)*



Source : Ministère des Forêts

*graphique 9 : Exportations du bois en grume par destination (Variation en %)*



Source : Ministère des Forêts

- *Le secteur de la pêche*

La contribution à la croissance du secteur de la pêche reste faible par rapport à son potentiel, bien que faisant partie des secteurs stratégiques du Programme de Diversification Economique du Gouvernement, l'activité de pêche reste sous-exploitée.

Le développement du secteur de la pêche comme vecteur de croissance économique pour le pays passe par la mise en œuvre de réformes institutionnelles et opérationnelles, afin de lui doter d'un environnement réglementaire attractif pour les investissements. Il est à signaler des avancées dans ce sens, notamment la modernisation du cadre réglementaire avec le Plan de Gestion et le règlement d'immatriculation des navires en cours d'approbation.

En effet, la chaîne de valeur du secteur reste sous-exploitée due aux circuits de production, de transport et de commercialisation qui restent embryonnaires. Ainsi, les marchés locaux sont approvisionnés uniquement par la production de la pêche artisanale du fait que la totalité de la production industrielle est dédiée à l'exportation. De ce fait, les besoins des consommateurs locaux sont essentiellement couverts par les importations de poissons congelés. En conséquence, la Guinée Équatoriale est un importateur net de poisson, malgré le potentiel des ressources halieutiques du pays.

En termes de données statistiques correspondant au premier trimestre de l'année, aucune capture n'a été déclarée par le Ministère en charge de la pêche, en raison de la suspension temporaire des activités de pêche dans les eaux juridictionnelles du pays liée à l'existence de pirates dans le Golfe de Guinée. Cette décision a été adoptée par les autorités politiques du pays pour lutter contre les problèmes sécuritaires maritimes. Il est à signaler que, le manque d'une brigade chargée du contrôle et le suivi des activités des armateurs pratiquant la pêche industrielle, la gestion de la pêche des gros armateurs ayant de licences d'exploitation ainsi que le non-respect des textes sur les aires protégées pourraient constituer également un frein pour le développement de la filière du poisson dans le pays.

A moyen terme, l'évolution du secteur restera conditionnée à la finalisation des grands projets d'investissements engagés par le pays pour augmenter la valeur ajoutée du secteur de la pêche. Ces projets concernent entre autres la transformation de thon à Annobon, cofinance par l'État et la BDEAC et le Projet d'Appui au Développement des chaînes de valeurs du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture (PASPA), finance par la BAD.

- *Le secteur pétrolier*

La conjoncture du secteur pétrolier de la Guinée Equatoriale au cours de dernières années a été marquée par la baisse constante de la production du pétrole brut, en raison de l'arrivée en maturité des principaux puits et la baisse des investissements étrangers dans le secteur. Pour y remédier, le pays a lancé à fin mars 2022, l'initiative *InvestinEGEnergy* dont le but est de rendre le secteur plus attractif vis-à-vis des investisseurs étrangers. A cet égard, une nouvelle ronde de licitation pétrolière est prévue pour l'année prochaine 2023. En outre, le Ministère en charge envisage de réaliser des études de

viabilité et faisabilité sur la prospection de la production sur terre (*on-shore*) sur la partie continentale du pays, avec l'assistant de l'entreprise pétrolière vénézuélienne PDVSA.

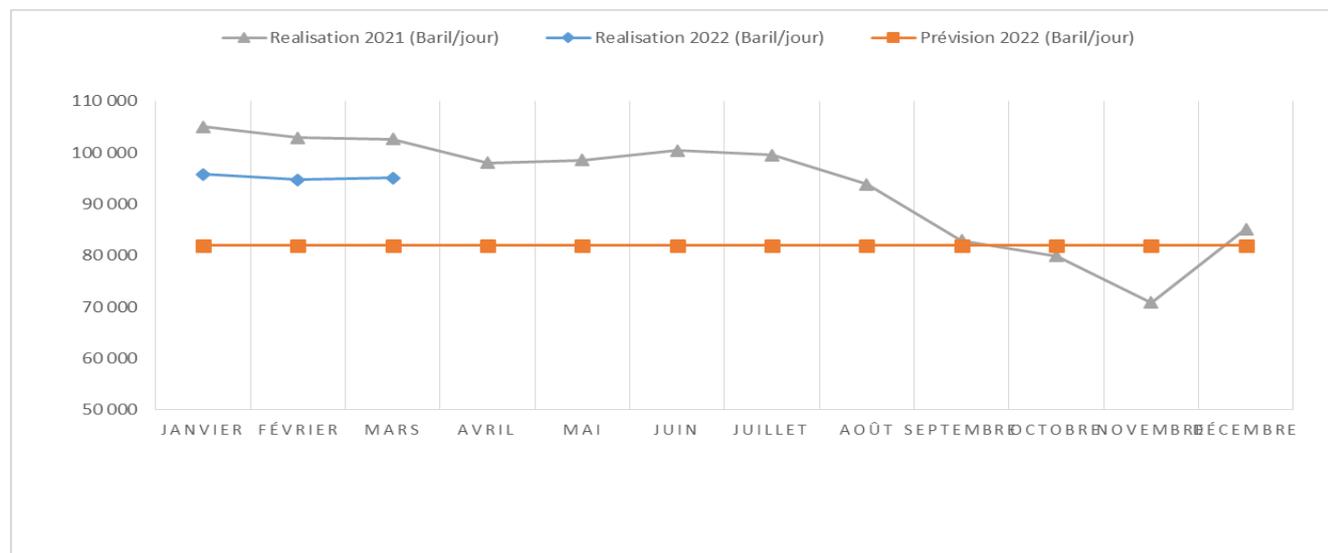
En termes de contribution à la croissance réelle du pays pour l'année 2022, le secteur pétrolier obérerait à l'économie de 1,4%, après un apport aussi négatif de 4,7% en 2021. Ainsi, la production pétrolière (pétrole brut et condensat) au 31 mars 2022 s'est située à 10,4 millions de barils (121 849 barils/jour), contre une production de 11,5 millions de barils (128 336 barils/jour) à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 5,0%. Nonobstant, les réalisations pour la période d'analyse, se sont situés au-dessus des prévisions initiales en raison de la flambée de cours sur les marchés internationaux.

L'évolution de la production pétrolière se présente de la manière suivante :

### ✓ *Pétrole brut*

A fin mars 2022, la production moyenne journalière de pétrole brut s'est située à 95 262 barils/jour, contre 103 555 barils/jour à la même période en 2021, soit une diminution de 8,0%. Cependant, les réalisations en moyenne journalière à fin mars 2022 sont ressorties largement au-dessus des prévisions initiales, favorisés par la hausse de cours mondiale de pétrole.

*Graphique 10 : Évolution moyenne journalier du pétrole brut*

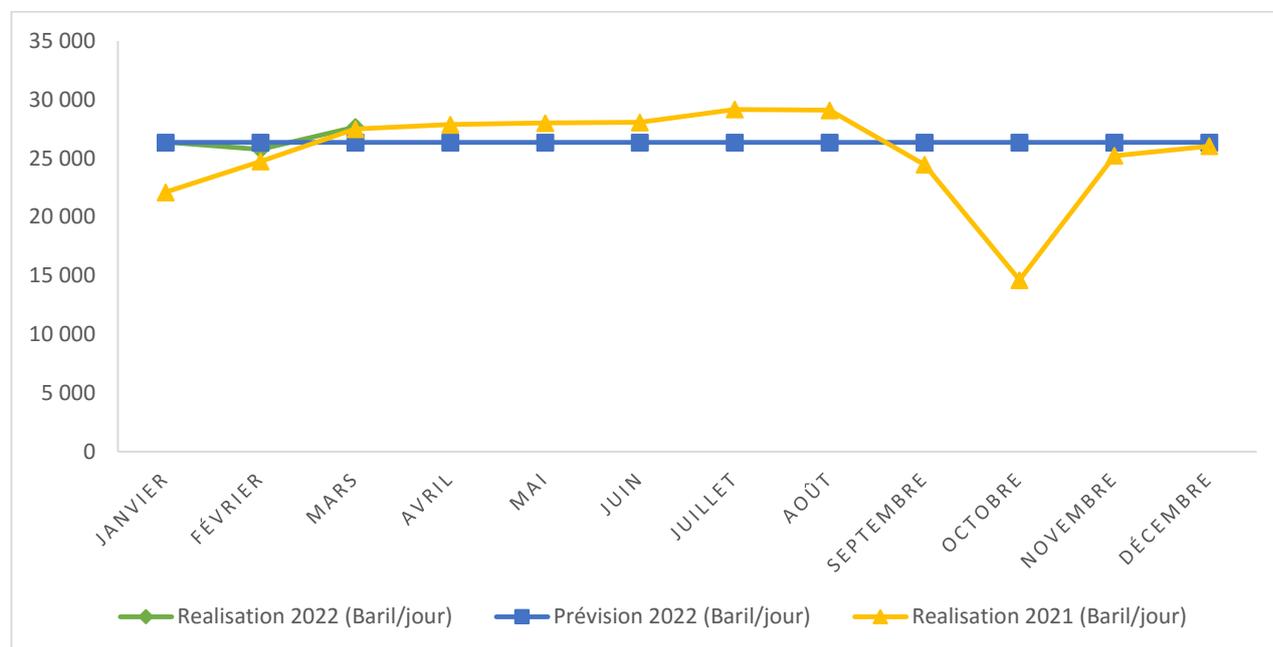


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

✓ *Pétrole condensat*

Au 31 mars 2022, la production moyenne journalière de pétrole condensat s'est située à 26 630 barils/jour, contre 24 780 barils/jour en 2021, soit une légère hausse de 7,5%.

*Graphique 11 : Évolution moyenne journalier du pétrole condensat*



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

• *Le Secteur Minier*

Suite à l'adoption de la Loi minière n°1/2019 du 29 novembre et du Règlement d'application n°1/2020, du 13 avril sur les opérations minières, le pays dispose désormais d'un cadre réglementaire actualisé pour réguler l'activité minière nationale. Ainsi, selon le Ministère des Mines et Hydrocarbures, pour la période 2021-2024, il est prévu la réalisation des projets suivants : *i*) la création d'une entreprise nationale des mines et d'une entreprise nationale d'exploitation des arides, *ii*) l'organisation d'une nouvelle ronde de licitation prévue pour le premier trimestre de l'année 2023, *iii*) la création d'un service géologique national et, *iv*) la mise en service d'une école et d'un laboratoire des mines.

Par ailleurs, deux sociétés opèrent actuellement dans le secteur minier national. Il s'agit de Shefa Gold, déjà en phase de production test et Blue Magnolia, toujours en phase de prospection et exploration. L'entreprise Shefa Gold a déjà investis depuis 2021, un total de 5 538 919 dollars (4 879 400 euros), et l'entreprise Blue Magnolia 1 905 768 dollars. Ainsi, le pays après la production du premier kilogramme d'Or alluviale à mi-mars 2022, envisage une nouvelle ronde de licitation minière est prévue au cours de l'année 2022, afin d'attirer davantage d'investissements et d'élargir les zones d'explorations.

### 1.1.2- Secteur secondaire

En 2022 le secteur secondaire contribuerait à la croissance réelle de 3,8%, contre une contribution aussi positive de 1,6% en 2021. Cette contribution serait favorisée notamment par la hausse prévue des activités gazières, ainsi que de la relance annoncée des activités de construction.

#### ✓ Branche Gaz Naturel Liquéfié (GNL), Méthanol et Autres Gaz

La branche *Gaz Naturel Liquéfié (GNL), méthanol et autres gaz* contribuerait positivement à la croissance du secteur secondaire à hauteur de 2,9 point en 2022, contre un apport positive de 1,8 point en 2021, du fait de meilleures performances attendues du projet gazier *backfiling*, suite aux travaux de réparation des usines de production du complexe pétrolier de *Punta Europa* affectés lors de l'incendie à fin septembre 2021.

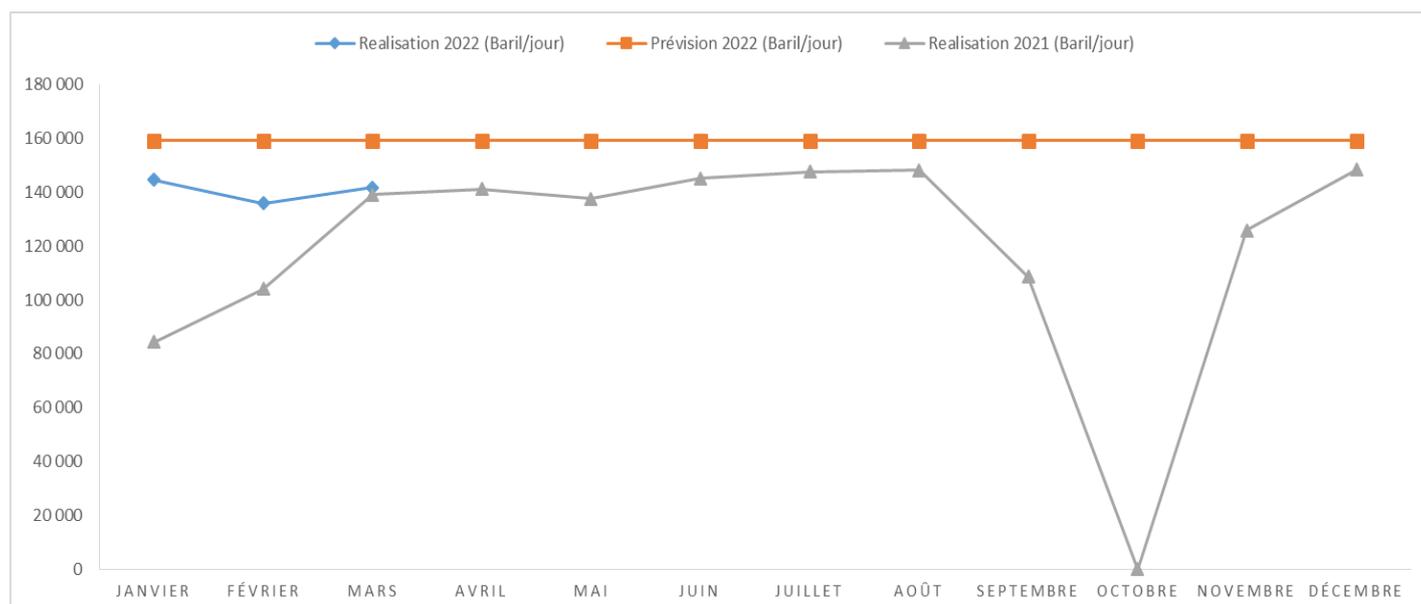
En effet, les données disponibles au 31 mars 2022 affichent une production moyenne cumulée de 16,1 millions de Baril Equivalent Pétrole (BEP) (178 969,8 BEP<sup>2</sup>/jour), contre 12,9 millions de BEP (142 790,0 BEP/jour) à fin mars 2021, soit une hausse significative de 25,3% favorisée par la relance des exportations de GNL.

L'évolution de l'activité gazière, se présente de la manière suivante :

#### ○ Gaz Naturel Liquéfié (GNL)

La production moyenne journalière de Gaz Naturel Liquéfié s'est située à 22 398,1 m<sup>3</sup>/jour au 31 mars 2022, contre 17 380,5 m<sup>3</sup>/jour un an auparavant, soit une hausse important de 28,9% en glissement annuelle. Cette hausse est légèrement en dessous des prévisions moyennes initiales.

Graphique 12 : Évolution du Gaz National Liquéfié



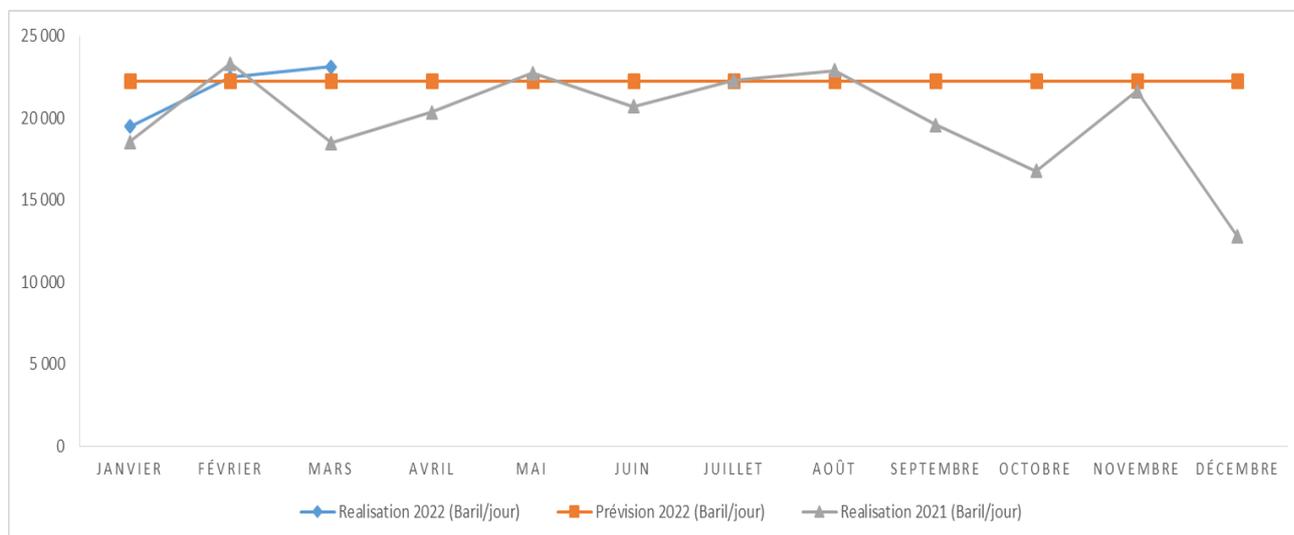
Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

<sup>2</sup> Barils équivalent pétrole

### ○ Méthanol

Au 31 mars 2022, la production moyenne journalière de Méthanol a été de 2 734,4 TM/jour contre 2 526,9 TM/jour un an plus tôt, soit une hausse à de 8,2%. Cette hausse est légèrement en dessous des prévisions initiales.

**Graphique 13 : Évolution du Méthanol**

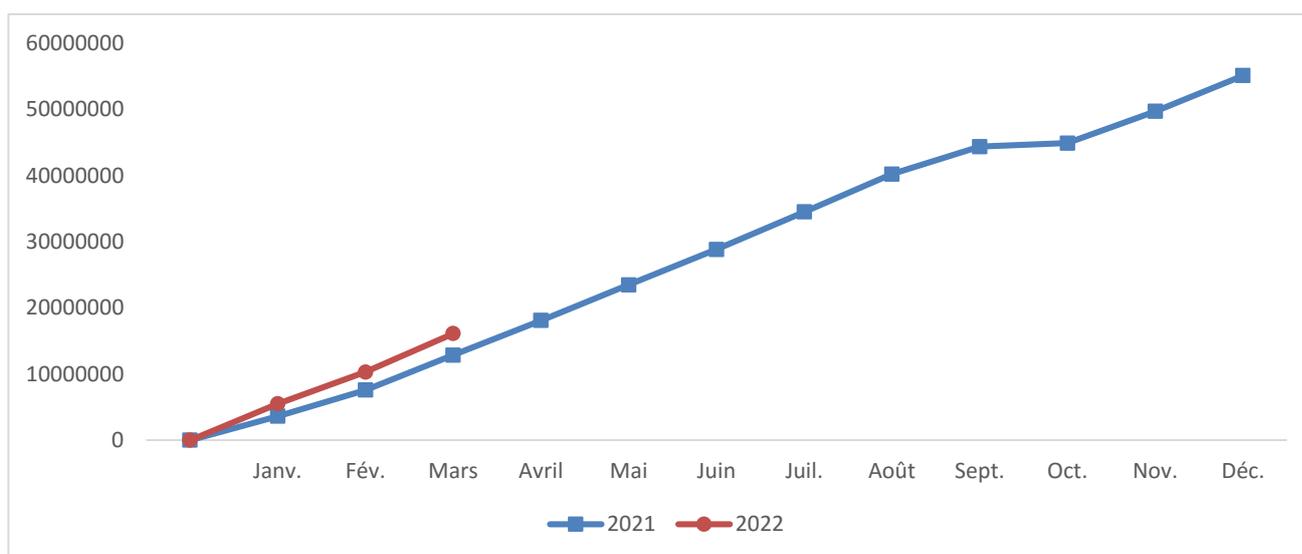


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

### ○ Autres Gaz

La production en moyenne journalière des autres Gaz (Propane, Butane et LPG<sup>3</sup> mixte) à fin premier trimestre 2022 a été, de 16 442,5 barils/jour, contre 13 466,8 barils/jour à la même période en 2021, soit une forte hausse de 22,1%, favorisé par l'amélioration de la production de propane.

**Graphique 14 : Évolution de la production totale de gaz (en barils équivalent pétrole)**



<sup>3</sup> Gas de pétrole liquéfié

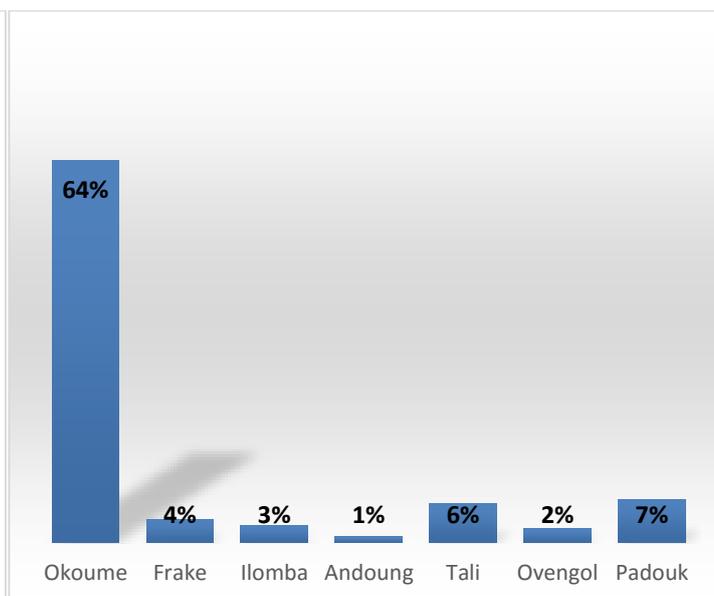
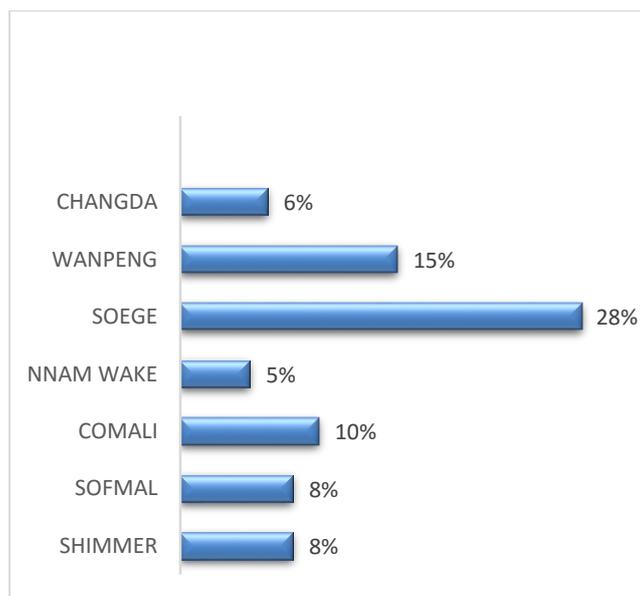
✓ **Industries forestières et manufacturières**

A fin du premier trimestre de l'année en cours, la transformation du bois a affiché une baisse de 35,5% se situant à 7,6 milliers de m<sup>3</sup>, contre 11,9 milliers de m<sup>3</sup> à la même période en 2021. Par contre les exportations du bois transformé ont enregistré une hausse exponentielle de 104,2%, passant de 6,1 milliers de m<sup>3</sup> à fin mars 2021, pour se situer à 12,5 milliers de m<sup>3</sup> douze mois plus tard.

Ainsi, sur la base des données des exportations déclarées par le Ministère en Charge, le prix moyen des grumes équato-guinéen est passé de 165,5 euros/m<sup>3</sup> au 1T. 2021 à 171,4 euros/m<sup>3</sup> au 1T. 2022, soit une augmentation de 3,6% de la valeur du bois national, sur la période d'analyse. De même, le prix moyen du bois transformé s'est apprécié de 6,1% passant d'un prix moyen de 230,3 Euros/m<sup>3</sup> au 1T. 2021 pour s'établir à 244,3 Euros/m<sup>3</sup> au T1. 2022. La valeur totale des exportations du bois national, s'est appréciée de 167,7% passant de 5,1 millions d'euros au 1T. 2021 pour s'élever à 13,3 millions d'euros au 1T. 2022.

**Graphique 15 : Transformation de bois par sociétés**

**graphique 16 : transformation de bois par espèces**



Source : Ministère des Forêts

Source : Ministère des Forêts

S'agissant des *autres industries manufacturières*, l'activité s'est orientée à la hausse, du fait d'une demande plus importante, suite au relâchement des restrictions sur les activités liées au loisir nocturne. Ainsi, la production totale des industries de fabrication de boissons alcoolisées et sucrées, a augmenté de 14,5%, passant de 125,6 milliers d'hectolitres au 31 mars 2021 pour se situer à 143,7 milliers d'hectolitres produits un an plus tard.

### ✓ *Energie, gaz et eaux.*

Les données de la Société Nationale de l'Electricité de Guinée Equatoriale (SEGESA) au premier trimestre 2022, reflètent une moindre augmentation de la production d'électricité de 2,2% passant de 283,2 milliers de KWh à fin mars 2021 à 289,5 milliers de KWh à la même période un an plus tard. De même, la consommation d'électricité sur la période d'analyse s'est située à 396,9 milliers de KWh à fin mars 2022, contre 344,9 milliers de KWh un an auparavant, soit une hausse de 15,1%.

*S'agissant de la commercialisation du gaz domestique*, le volume commercialisé ressort en baisse de 6,1%, passant de 2 032,6 milliers de Kg au 31 mars 2021 pour se situer à 1 908,5 milliers de Kg douze mois plus tard. Pour sa part, les données statistiques de la branche eaux restent indisponibles, en raison de la gratuité des services d'eaux pour l'ensemble de la population.

#### **1.1.3- Secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire principal moteur de la croissance, contribuerait au regain de l'activité économique de 2,5% en 2022, contre une contribution 3,6% en 2021, en raison de la baisse prévue des activités commerciales, hôteliers, ainsi que le transport, en dépit d'une nette amélioration des services pétroliers.

Pour la branche *commerce, restauration et hôtels*, il est attendu un apport positif de 0,4 point pour l'année 2022 contre une contribution de 0,7 point en 2021. En effet, les données des activités commerciales au 31 mars 2022, y compris les sociétés de commerce en général et détail ainsi que les sociétés de vente d'équipements et matériel de construction, reflètent une contraction du chiffre d'affaire de 20,8% se situant à 32,8 milliards de FCFA, contre 41,4 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette contraction de l'activité est liée à la fermeture de la société Commerciale SANTY une des grandes chaînes de distribution de produits de base du pays, à la suite d'une enquête lancée par le Gouvernement concernant la conservation et manipulation des dates de péremptions de certains produits alimentaires.

*Pour les activités hôtelières*, le taux d'occupation moyen des principaux hôtels du pays au 31 mars 2022, est passé de 30,6% en 2021 à 34,6% à fin mars de l'année en cours. Ainsi, l'évolution de la branche a été favorisée par l'assouplissement des mesures mises en place pour limiter la propagation de la pandémie.

S'agissant des perspectives à moyen terme du secteur tourisme, le Gouvernement du pays souhaite miser sur le potentiel touristique du pays en améliorant le cadre réglementaire et renforçant la visibilité du pays vers l'internationale. Ces démarches concernent entre autres l'implémentation d'un visa en ligne, qui sera disponible pour le premier trimestre 2023, les accords avec les groupes privés (tours opérateurs, agences de voyages internationaux) pour vendre la destination Guinée Equatoriale et réduire ainsi les démarches bureaucratiques du passé.

Pour la branche *services pétroliers*, il est prévu une contribution de 1,4 point en 2022 contre une contribution de 0,6 point en 2021. En effet, la commercialisation des produits raffinés (essence,

gasoil, jet A1 et pétrole lampant) à fin mars 2022, est ressorti légèrement à la baisse de 2,2% se situant à 60,1 millions de litres vendus, contre 61,5 millions de litres à la même période de l'année précédente. Parallèlement, le chiffre d'affaire des entreprises de la branche est ressorti à la baisse de 4,7% pour s'établir à 27,4 milliards de FCFA face à 28,8 milliards de FCFA enregistrés à fin mars 2021. Cette évolution de l'activité est expliquée par la hausse des prix des carburants, révisés en début de l'année 2022 et la rupture du stock par certains opérateurs. Les perspectives s'annoncent encourageant, en raison de l'affermissement de l'offre locale, en relation avec le plan de l'expansion de l'entreprises *Tradex* de construire des stations de services sur l'ensemble du territoire national.

En ce qui concerne la branche *transports et télécommunications*, sa contribution à la croissance réelle serait de 0,3 points en 2022 après de 0,7 point en 2021 due notamment à la mauvaise performance des activités de télécommunications. Pour le transport aérienne, selon l'Agence de Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), le volume total de passagers au fin mars 2022 reflète un remonté à hauteur de 24,6% se situant en 85 693 passagers contre 68 797 passagers à la même période de l'année précédente. De même le volume total de vols cumulés s'est situé à 2 371 à fin mars 2022, après avoir été de 2 088 vols cumulés un an auparavant, soit une hausse de 13,6%.

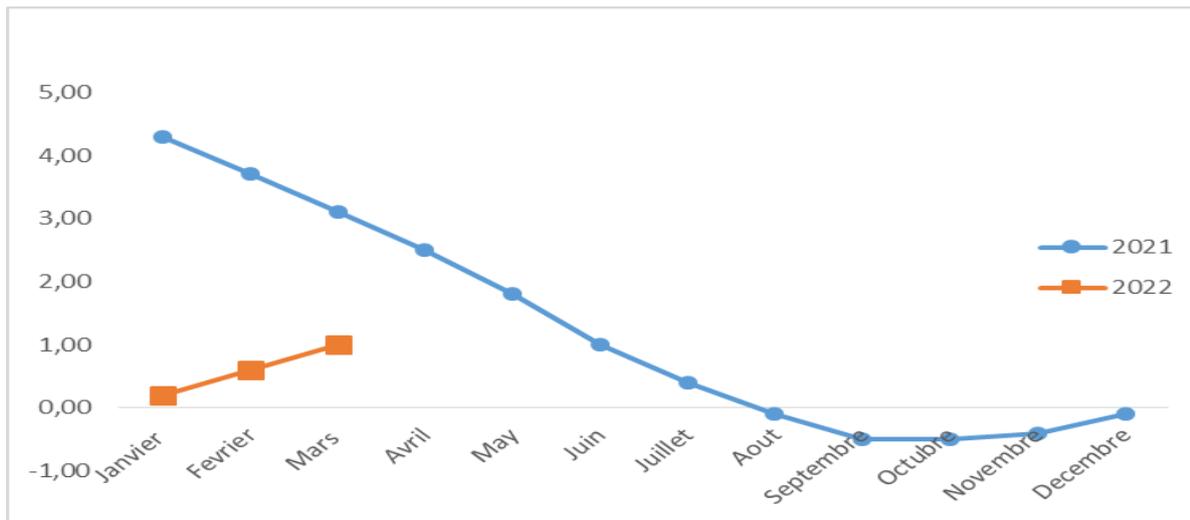
Au niveau du trafic transfrontalier des marchandises, le volume total des exportations cumule à fin mars 2022 reflète une hausse significative de 70,4% se situant à 141 434,6 tonnes, contre 82 992,9 tonnes un an auparavant à la même date, explique principalement par les exportations de bois de la Partie continentale. De même, les importations de marchandises, ont augmenté 47,9% passant de 152 482,2 tonnes à fin mars 2021 pour se situer à 226 695,9 tonnes un an plus tard à la même date.

Pour sa part, les activités des *télécommunications*, devront suivre leurs processus de modernisation entame à travers l'Arrêté Ministériel n°01/2019 du 05 mars portant réduction progressive du prix d'un giga de données mobiles. Cependant, les données statistiques pour les entreprises fournisseur d'internet n'ont pas été transmises. Par contre, les entreprises de télécommunications (GETESA et MUNI) montre que dans la période d'analyse le nombre d'abonnés en téléphone mobile a diminué de 12,4% pour se situer à 558 039 abonnés contre 637 668 abonnés un an auparavant. De même le chiffre d'affaire est passé de 7 065 millions de Fcfa pour se situer à 5647 millions de Fcfa au 31 mars 2022, soit une baisse de -20,06%.

## ***1.2 Analyse des prix***

S'agissant de l'évolution des prix, les données publiées par l'Institut National des Statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE) à fin mars 2022, tablent sur un taux d'inflation moyen 0,6% contre 3,7% à la même période en 2021. Ce taux d'inflation enregistré au premier trimestre 2022 est expliqué principalement par les contributions positives des postes : (i) « transport » (0,4%) ; « santé » (0,1%) ; « restaurant et hôtels » (0,1%) et « éducation » (0,1%) et est atténué par le groupe « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de (-0,1%).

*Graphique 17 : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)*



Source : INEGE

### *1.3 Analyse de l'emploi*

Selon le Ministère de Travail et de l'Emploi, les statistiques disponibles sur l'emploi concernent entre autres, les licenciements, les embauches, les offres et les demande d'emplois publique et privée. Cependant le Ministère tutelle rencontre des énormes difficultés pour la collecte des statistiques de l'emploi sur l'ensemble du territoire national, en raison du manque de moyen humain et logistiques qui permettrait une analyse exhaustive sur l'évolution du secteur.

En qui concerne l'emploi public, il convient de souligner l'avis de recrutement public lancé par le Gouvernement à mi-juillet 2021, à travers le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative pour couvrir quatre mille (4.000) postes au sein de l'Administration Central de l'Etat. La publication des résultats des épreuves est prévue courant le mois de septembre 2022.

Par ailleurs, il convient de signaler que les données disponibles sur le secteur de l'emploi ne permettent pas d'apprécier clairement l'évolution réelle de l'emploi dans le pays, compte tenu des lacunes des sources statistiques, ainsi que du caractère informel de l'activité d'une grande partie des entreprises du pays.

## B. FINANCES PUBLIQUES

La Loi de Finances de l'état pour l'année 2022 a été adoptée sur la base des conclusions de la Troisième Conférence Economique Nationale (III CEN) et le Programme financière avec le FMI. Son exécution serait encadrée dans un contexte marqué par: *i)* Une dégradation des perspectives économiques post pandémie à échelle mondiale, du fait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, *ii)* un shock de l'offre mondiale de denrées alimentaires et de l'énergie; *iii)* un rebond progressive des cours mondiaux de matières premières, notamment le pétrole brut et le GNL et, *iv)* une reprise des activités national, du fait de la levée des restrictions sur les échanges commerciaux, dans le cadre de la lutte contre le covid-19.

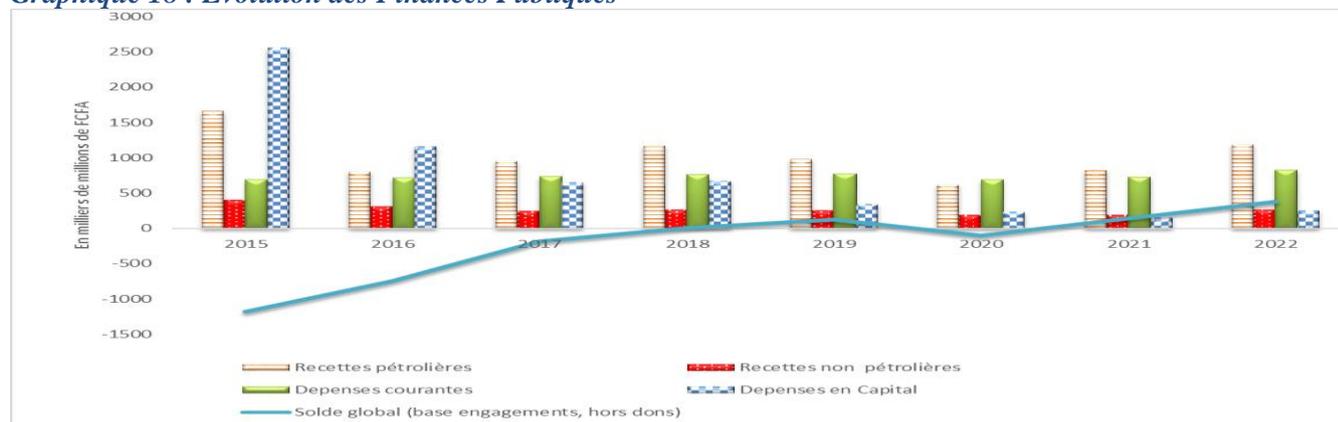
Selon le Ministère de Finances, de l'Economie et de la Planification, le recouvrement total de recettes au 31 mars 2022 s'est établi à 409,3 milliards de FCFA, contre 162,8 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente, soit un vigoureux rebond de 151% en raison notamment de la hausse des recettes pétroliers (soit 84,5% du total, après 64,2% au 31 mars 2021).

En effet, *les recettes pétrolières se* sont établies à 345,7 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre 104,4 milliards de FCFA douze mois auparavant, soit une robuste hausse de 231% favorisée par le rebond de cours mondiaux de pétrole brut. De même, *les recettes non pétrolières se* sont améliorées de 9% par rapport à la même période de l'année précédente, se situant à 63,5 milliards de FCFA, contre 58,3 milliards de FCFA au 31 mars 2021. Cette hausse s'est expliquée par l'amélioration du niveau de recouvrement des impôts liés aux activités commerciales.

En ce qui concerne les dépenses, les données disponibles sur la période reflètent une hausse des dépenses publiques à hauteur de 31%, passant de 179,7 milliards de FCFA à fin mars 2021 pour se situer à 234,6 milliards de FCFA un an plus tard. Cette hausse s'explique principalement par les des dépenses en capital de l'Etat plus important qu'a la même période un an auparavant. Ainsi, *les dépenses en capital se* sont fixées à 60,2 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre 6,9 milliards *des* FCFA un an plus tôt. De même, *les dépenses courantes* enregistrent une légère hausse de 1% se situant autour de 174,3 milliards de FCFA au 31 mars 2022, contre 172,8 milliards de FCFA un an auparavant.

En conclusion, l'exécution budgétaire de finances l'Etat au 31 mars 2022 s'est soldée par *un excédent budgétaire* de 174,7 milliards de FCFA, contre un déficit initialement prévu de 66,5 milliards de FCFA et contre un déficit de 16,9 milliards de FCFA au 31 mars 2021. Cette performance des finances publiques est liée étroitement au contexte mondial de hausse de cours des hydrocarbures.

**Graphique 18 : Évolution des Finances Publiques**



Source : Direction Générale de Budget

**Encadré : Relative au financement de la Banque de Développement de l'Afrique Centrale (BDEAC) en Guinée**

La BDEAC, l'institution financière pour le développement des pays membres de la CEMAC, et plus récemment des pays non membres, a été créée le 03 décembre 1975. Elle a lancé ses activités le 3 janvier 1977 et son siège se trouve à Brazzaville. Elle compte une représentation nationale pour chaque pays membre.

Son capital de mille deux cent milliards francs CFA (1 200 000 millions) est reparti entre : (i) les actionnaires de Catégorie A, qui détiennent 51% du capital (Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Guinée Equatoriale et Tchad et : (ii) les actionnaires de Catégories B, qui détiennent le restant de 49% du capital (BAD, BEAC, France, Koweït Investment Company, Maroc, et la Commission de la CEMAC, Fonds de Solidarité Africaine, BADEA), ces deux dernières ont été admis comme nouveau actionnaire de la BDEAC en 2019.

La BDEAC, qui intervient dans tous les secteurs d'activités depuis 2003, date de reprises de financement des économies communautaires, a mis l'accent sur le financement de la Guinée Equatoriale, pays ayant reçu jusqu'à cette date un niveau faible de financement en relations au pays voisine.

A la date du 30 avril 2022, la BDEAC a financé 23 projets en Guinée Equatoriale pour un montant total de 395,592 milliards FCFA :

**Tableau : liste des projets financés par la BDEAC en Guinée Equatoriale**

N°	Titre du Project	Secteur d'activités	N°	Secteur d'activités
<b>Privé (18)</b>		<b>31% du total financement</b>	13	Projet d'extension de la boulangerie-pâtisserie- superette à Bata
1	Projet de construction d'une usine de production et de distribution de farines panifiables à Malabo	Agro-industrie	14	Projet de construction du complexe Agroindustriel à Mikomeseng
2	Construction d'un Centre Hospitalier moderne Mama Bang à Bata	Santé	15	Projet de construction et d'acquisition des équipements du siège BANGE
3	Construction du complexe scolaire Madre Josefina à Bata	Education	16	Programme de construction des dix (10) stations-service
4	Projet de création d'un complexe agropastoral à Bata	Agro-industrie	17	Projet d'industrialisation et de transformation des produits de la pêche
5	Construction d'une usine de ciment colle à Bata	Industrie	18	Projet de création d'un complexe de production avicole et d'huile de soja à Bata
6	Projet de construction du centre commercial SARA SHOP à Malabo	Service	<b>Public (5)</b>	
7	Projet de création d'une unité de production de papier à Bata	Industrie	19	Plan national de riposte contre la pandémie de la COVID-19 en Guinée Equatoriale
8	Projet de construction du complexe scolaire La AMISTAD à Malabo	Education	20	Construction d'un nouveau terminal à passager à l'aéroport International de Bata
9	Construction d'un complexe cimentier à AKOGA	Industrie	21	Projet de construction d' une unité d'engraissement du thon à Annobon par l'Etat
10	Construction d'un complexe agropastoral dans la région continentale	Agro-industrie	22	Construction de la route Akurenam-Minang
11	Projet d'installation d'une unité de transformation de fruits tropicaux à Mongomo	Agro-industrie	23	Construction et exploitation de la centrale hydroélectrique de SENDJE
12	Ligne de crédit en faveur de BONAFIDE MICROBANK SA	Finance		

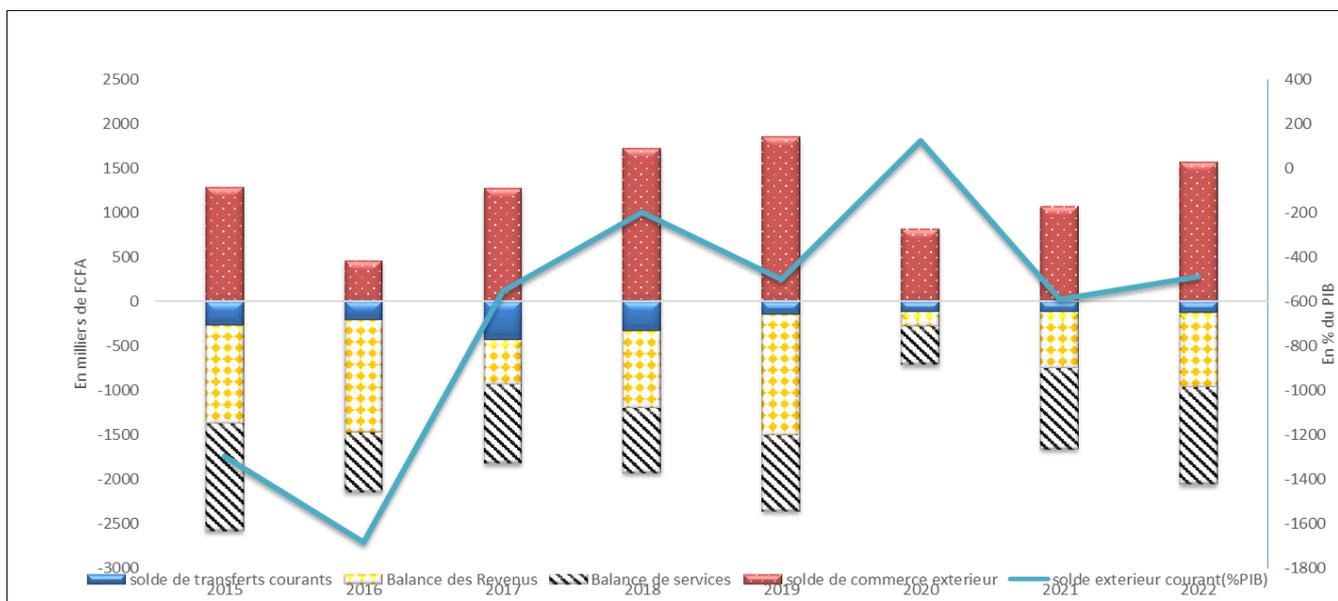
En ce qui concerne la répartition géographique des engagements de la BDEAC sur la période 2003-2020, la Guinée Equatoriale est le troisième pays en termes de poids d'engagement, correspondant à 17% (275 685 MFCFA) du total de 1 649 509 MFCFA, il précède le Gabon et le Cameroun avec respectivement 23% et 19%.

## C. SECTEUR EXTERIEUR

S'agissant des comptes extérieurs, les dernières statistiques validées et publiées correspondent aux exercices 2016 et 2017. Cependant, les données disponibles couvrent les périodes 2018, 2019 et 2020. Selon les résultats estimatifs de la Programmation Monétaire de la BEAC, le solde du compte courant dont officiel inclus est ressorti déficitaire, représentant 5,4% du PIB, contre un solde également déficitaire en 2021 représentant 8,5% du PIB. Cette évolution favorable du solde des transactions courantes est expliquée principalement par l'amélioration du solde de la balance commerciale du pays de 46,1%. Cette balance commerciale est caractérisée par les échanges entre les pays et ses principaux partenaires commerciaux : Etats Unis, Chine, Espagne et la France.

En ce qui concerne la balance des services, structurellement déficitaire en raison des importations des services plus importantes que les exportations de services, elle s'est dégradée de 20,5%. Parallèlement la balance de revenu structurellement déficitaire en raison des paiements plus importants vers le non-résidents, qu'aux résidents s'est dégradée de 32,4%. Par contre, le compte de capital et opération financier qui retracent entre autres (les transferts entre les migrants, les remises de dette, les investissements directs et de portefeuille) est structurellement excédentaire, en raison des investissements directs étrangers plus importants reçus du reste du monde que les investissements étrangers de la Guinée Equatoriale vers le reste du monde.

*Graphique 19 : Évolution de la balance courante 2015-2022*



Sources : BEAC

## D. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale au premier trimestre 2022 a été marquée par i) une amélioration de la position extérieure globale, ii) une amélioration de la position nette de l'Etat, iii) une baisse de financement de l'économie et iv) une augmentation de la masse monétaire en circulation.

Tableau 5 : Situation résumée des agrégats monétaires (en millions de FCFA)

	déc-20	2021					2022			VARIATIONS	
		mars	juin	septembre	novembre	décembre	janvier	février	mars	mars/fév 22	Mars 22/21
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	- 245 921	- 265 554	- 264 111	- 112 313	- 141 679	- 151 411	32 705	39 752	213 069	436,00%	180,24%
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	1 654 048	1 632 155	1 599 892	1 475 380	1 489 898	1 393 208	1 325 327	1 125 132	1 227 100	9,06%	-24,82%
Créances nettes sur l'Etat	711 131	692 332	683 428	575 175	579 121	479 235	409 994	122 339	325 144	165,77%	-53,04%
Dont : PNG	769 934	751 860	732 266	607 447	625 730	528 603	461 886	115 351	404 121	250,34%	-46,25%
Crédit à l'Economie	942 917	939 823	916 464	900 205	910 777	913 973	915 333	1 002 793	901 956	-10,06%	-4,03%
<b>TOTAL RESSOURCES=CONTREPARTIES</b>	1 408 127	1 366 601	1 335 781	1 363 067	1 348 219	1 241 797	1 358 032	1 164 884	1 440 169	23,63%	5,38%
<b>MASSE MONETAIRE</b>	995 612	955 261	965 800	1 012 087	1 001 573	999 575	1 116 949	1 119 763	1 154 739	3,12%	20,88%
<b>AUTRES RESSOURCES : fonds propres et autres postes nets</b>	179 717	411 110	370 043	350 980	346 646	242 789	241 089	45 121	285 430	532,59%	-30,57%

Source : BEAC

### 1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large

#### 1.1. Avoirs extérieurs nets

Dans l'ensemble, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires ont progressé de 478,62 milliards de FCFA, pour se situer à 213,07 milliards de FCFA au 31 mars 2022 contre -265,55 milliards de FCFA un an auparavant.

Cette augmentation des avoirs extérieurs nets s'explique d'un côté par la hausse des *avoirs extérieurs brutes* de la Banque Centrale et banques commerciales. En effet, la hausse des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale est favorisée par l'amélioration du solde du compte d'opération qui passe d'un solde débiteur de 245,92 milliards de FCFA au 31 mars 2021, à un solde créditeur de 284,75 milliards de FCFA au 31 mars 2022, en raison des allocations de DTS du FMI reçue par la Guinée Equatoriale. En ce qui concerne la hausse des avoirs extérieurs bruts des banques commerciales, le solde s'est situé à 155,69 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre 111,08 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une variation nominale de 44,61 milliards de FCFA. De l'autre côté, cette augmentation des avoirs extérieurs nets est aussi expliqué par la diminution *des engagements extérieurs bruts* (Banque Centrale et banques commerciales) passant de 385,86 milliards de F CFA un an auparavant à 269,93 milliards de F CFA à fin mars 2022, soit une variation nominale de 115,93 milliards de F CFA.

## 1.2. Crédit intérieur

*L'encours du crédit intérieur* a connu une baisse de 24,82 %, passant ainsi de 1 632,16 milliards de FCFA au premier trimestre 2021 à 1 227,10 milliards de FCFA à la même date un plus tard. Cette évolution est liée à la baisse des créances nettes du système monétaire sur l'Etat de 53,04% et des crédits à l'économie de 4,03%.

### ❖ Créances nettes sur l'Etat

*Les créances nettes* du système monétaire sur l'Etat se sont établies à 325,14 milliards de FCFA en mars 2022 contre 692,33 milliards de FCFA en mars 2021, soit une baisse de 53,04%. Cette évolution du solde des créances nettes de l'Etat s'explique au niveau de la Banque Centrale par, la hausse des Dépôts et Encaisses de l'Etat de 283,69 milliards de FCFA, et la hausse de ses dépôts dans les banques commerciales de 68,93 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

### ❖ Crédits à l'Economie

*L'encours des crédits à l'économie* a diminué de 4,03% sur la période d'analyse. Il s'est situé à 901,96 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre 939,82 milliards de FCFA au 31 mars 2021.

*Suivant les maturités*, l'analyse fait ressortir la situation suivante : 710,44 milliards de FCFA de crédits à court terme, 169,12 milliards de FCFA de crédits à moyens terme, et 22,41 milliards de FCFA de crédits à long terme. En termes d'analyse globale, les crédits à court terme représentent 78,77%, tandis que les crédits à moyen et à long terme représentent 18,75% et 2,48% respectivement du total des crédits à l'économie. *Par secteur d'activité*, les branches les plus importantes sont : « Bâtiment et Travaux Publics », « production des services destinés à la collectivité de services sociaux et de services personnel » et « production – distribution d'électricité – gaz – vapeur – eau » représentent ainsi 43,62%, 18,18% et 12,37%, respectivement.

## 2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties

*La masse monétaire (M2)* s'est accrue de 20,88% pour s'établir à 1 154,74 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre 955,26 milliards de FCFA à fin mars 2021, en liaison avec la dynamique de ses contreparties.

*Selon l'analyse de ses composantes*, les disponibilités monétaires ont augmenté de 32,38%, passant de 691,84 milliards de FCFA au 31 mars 2021 à 915,82 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est liée à la hausse de la monnaie fiduciaire de 85,21% et de la monnaie scripturale de 15,74% à fin mars 2022. Quant à la quasi-monnaie, elle a enregistré une baisse de 9,30% passant de 263,42 milliards de FCFA à fin mars 2021, à 238,92 milliards de FCFA un an plus tard.

En ce qui concerne *la structure de la masse monétaire*, les disponibilités monétaires représentent 79,31% au premier trimestre 2022, contre 72,42% à la même période un an auparavant ; la quasi-monnaie représente 20,69% à fin mars 2022, contre 27,58% douze mois auparavant.

## E. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE

Entre mars 2021 et mars 2022, *la situation comptable de la BEAC en Guinée Equatoriale* a été marquée :

- *à l'actif*, par une hausse des avoirs extérieurs bruts et contrepartie des allocations de DTS versées aux états et ;
- *au passif*, par la hausse de compte courant et l'allocation des DTS par le FMI.

*Tableau 6 : Situation comptable résumée de la Banque Centrale (en millions de FCFA)*

ACTIF	Mars. 2021	Fév. 2022	Mar. 2022	PASSIF	Mars. 2021	Fév. 2022	Mar. 2022
<b>Avoirs extérieurs bruts</b>	9 228	278 099	327 317	<b>Base monétaire</b>	375 106	591 657	627 538
<b>Créances sur l'Etat</b>	633 952	679 342	679 617	<b>Dépôts de l'Etat</b>	120 418	429 740	404 104
<b>Créances sur les banques</b>	194 523	162 000	155 000	<b>Engagements Extérieurs</b>	294 732	172 883	173 100
<b>Avances aux IFNB</b>	0	0	0	<b>Autres postes du passif</b>	60 594	56 536	93 180
<b>Autres postes de l'actif</b>	9 994	130 287	134 896	<b>Fonds Propres</b>	-3 153	-1 088	-1 092
<b>TOTAL</b>	<b>847 697</b>	<b>1 249 728</b>	<b>1 296 830</b>	<b>TOTAL</b>	<b>847 697</b>	<b>1 249 728</b>	<b>1 296 830</b>

### 1. L'ACTIF

#### 1.1. Avoirs extérieurs bruts

*Les avoirs extérieurs bruts* ont augmenté de 318 089 milliards de FCFA, passant de 9,23 milliards de FCFA au 31 mars 2021 à 327,32 milliards de FCFA au 31 mars 2022. Cette hausse est due au solde créditeur du Compte d'opération qui est de 284,75 milliards de FCFA.

Toutefois, en lien avec la base monétaire et des dépôts de l'Etat, le taux de couverture des engagements à vue de la Zone par les avoirs extérieurs a connu une hausse, passant de 7,27 % à 33,53%.

Pour l'ensemble de la Zone d'Emission, le solde du Compte d'Opérations a enregistré une hausse de 31,43%, passant ainsi de 2 965,65 milliards de FCFA en mars 2022 à 3 897,72 milliards de FCFA à fin mars 2022, soit une amélioration de 932,08 milliards de FCFA.

## 1.2. Créances sur l'Etat

*Les créances brutes sur l'Etat*, incluant les concours du FMI, se sont accrues de 7,20%, passant de 633,95 milliards de FCFA en mars 2021 à 679,62 milliards de FCFA un an plus tard, en raison de l'achat titres par la BEAC à des fins de politique monétaire à hauteur de 44,01 milliards de FCFA à l'Etat.

## 1.3. Les créances sur les banques

*Les créances sur les banques* de la Guinée Equatoriale ont baissé de 20,32%, se situant à 155,00 milliards de FCFA au 31 mars 2022, contre 194,52 milliards de FCFA au 31 mars 2021. Elles sont consécutives aux concours du Marché Monétaire, à travers le guichet « Pensions et Autres », en faveur des banques commerciales.

## 2. PASSIF

### 2.1. Base monétaire

*La Base monétaire* s'est accrue de 67,30%, s'établissant à 627,54 milliards de FCFA en mars 2022 contre 375,11 milliards de FCFA en mars 2021, soit une amélioration de 252,23 milliards FCFA. Ses principales composantes ont évolué comme suit :

- ✓ Circulation fiduciaire : augmentation de 85,21% passant de 165,66 milliards de FCFA au 31 mars 2021 à 306,83 milliards de FCFA au 31 mars 2022 ;
- ✓ Réserves des banques créatrices de monnaie : hausse de 53,31% passant de 208,73 milliards au 31 mars 2021 à 320,00 milliards de FCFA au 31 mars 2022 ; et
- ✓ Dépôts des institutions financières non bancaires : évolution quasi stable 0,00% passant de 0,705 milliards de FCFA au 31 mars 2021 à 0,706 milliards au 31 mars 2022.

### 2.2. Dépôts de l'Etat

*Les dépôts de l'Etat* se sont accrus de 235,58%, passant de 404,10 milliards de FCFA en mars 2022, contre 120,42 milliards un an plutôt, soit une amélioration de 283,63 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique essentiellement par une hausse des dépôts des Comptes courants du Trésor à raison de 158,45 milliards de FCFA, mais aussi par le solde des Comptes de Dépôts spéciaux du Trésor de 124,66 milliards de FCFA.

### 2.3 Engagements extérieurs

*Les engagements extérieurs bruts* de la BEAC en Guinée Equatoriale, incluant les concours du FMI à l'Etat, ont diminué de 41,27%, passant de 294,73 milliards de FCFA au 31 mars 2021 à 173,10 milliards de FCFA au 31 mars 2022, soit une diminution de 121,63 milliards de FCFA.

## F. SITUATION BANCAIRE

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 31 mars 2022. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBank Guinée Equatoriale, CCEI Bank GE, Ecobank Guinée Equatoriale et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

*Le total agrégé des bilans s'établit à 1 715 milliards de FCFA. Il est en régression de 31,7 % au cours du mois de mars 2022 mais a progressé de 5,1 % par rapport au 31 mars 2021. Les dépôts collectés s'élèvent à 1 153 milliards de FCFA (67,3 % du total du bilan). Ils se sont accrus de 5,5 % en cadence mensuelle et de 12,3 % en variation annuelle. Les crédits bruts à la clientèle sont de 975 milliards de FCFA. Ils se sont repliés de -0,6 % au cours du dernier mois écoulé et de -3,7 % par rapport à leur niveau de mars 2021.*

*Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle ont augmenté de 0,3 % au cours du mois de mars 2022, mais elles fléchissent de 6,6 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 165 milliards de FCFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 810 milliards de FCFA (47,2 % du total du bilan), soit une variation mensuelle de -0,8 % et annuelle de -3,0 %.*

*Les créances en souffrance s'élèvent à 577 milliards de FCFA. Elles représentent 59,1 % des crédits bruts contre 58,8 % et 54,5 % respectivement un et douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée, comparée aussi bien à la situation du mois précédent qu'à celle qui prévalait en mars 2021. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 28,7 % contre 28,6 % le mois précédent et 32,1 % en mars 2021. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 279,3 milliards de FCFA, soit un niveau identique à celui du mois précédent et contre 284,4 milliards de FCFA l'année précédente à la même date.*

*La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 142,4 % (contre 133,9 % un mois plus tôt et 122,9 % en mars 2021). Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 343 milliards de FCFA. On relevait un excédent de 277 milliards de FCFA le mois précédent et de 192 milliards de FCFA en mars 2021.*

*Les banques de la Guinée Equatoriale dégagent un excédent des capitaux permanents de 169 milliards de FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. Le mois précédent, un excédent de 170 milliards de FCFA était observé. A fin mars 2021, il s'élevait à 181 milliards de FCFA.*

*L'excédent de trésorerie se situe à 514 milliards de FCFA (30 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de +14,3 % et +31,9 %, respectivement par rapport à la situation du mois précédent et à celle prévalant douze mois plus tôt.*

### 1.3. Evolution des opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se fixent à 234 milliards de FCFA contre 1 037 milliards de FCFA et 269 milliards de FCFA, respectivement un et douze mois auparavant. Elles sont constituées de ressources à terme à concurrence de 89,2 % et de ressources à vue à hauteur de 10,5 %. Les contributions respectives étaient de 21,3 % et 78,6 %, le mois précédent, et de 93,3 % et 6,5 %, en mars 2021.

Ajoutées à l'excédent des ressources clientèle, elles alimentent les emplois de trésorerie qui s'élèvent à 748 milliards de FCFA, dont 2,3 % d'emplois à terme et 44,3 % d'emplois à vue (y compris l'encaisse). A la fin du mois précédent, les emplois de trésorerie se fixaient à 1 487 milliards de FCFA, répartis entre 1,2 % d'opérations à terme et 71,8 % d'opérations à vue. En mars 2021, les valeurs respectives étaient de 658 milliards de FCFA, 1,6 % et 33,9 %.

## 2. Respect des normes prudentielles

Au 31 mars 2022<sup>4</sup>, sur la base des fonds propres déterminés selon le règlement COBAC R-2016/03, la situation prudentielle des 5 banques de la Guinée Equatoriale déclarantes est résumée ci-après :

- ✓ *trois banques* sont en infraction par rapport aux dispositions relatives à la représentation du capital minimum ;
- ✓ *aucune banque* extériorise un ratio de capitaux propres inférieur au minimum de 6,5 % ;
- ✓ *trois banques* extériorisent un ratio de fonds propres de base inférieur au minimum de 8 % ;
- ✓ *trois banques* extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets inférieur au minimum de 10 % ;
- ✓ *aucune banque* n'enfreint la limite globale de l'octuple des fonds propres nets pour la somme des risques pondérés supérieurs à 15 % desdits fonds propres ;
- ✓ *quatre banques* ne se conforment pas à la limite individuelle des risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire pour un montant maximum de 45 % de leurs fonds propres nets ;
- ✓ *quatre banques* présentent un ratio de couverture des immobilisations par les ressources permanentes en-dessous du minimum requis de 100 % ;
- ✓ *une banque* affiche un rapport de liquidité inférieur au minimum réglementaire de 100 % ;
- ✓ *toutes les banques* ne parviennent pas à financer au moins à hauteur de 50 % (seuil réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes ;
- ✓ enfin, *trois banques* enfreignent la limite globale des engagements sur leurs actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur leur personnel fixé à 15 % des fonds propres nets.

---

<sup>4</sup> Par résolution n°7/COBAC/SO.4/2021 du 24 août 2021, la Commission Bancaire a rehaussé de 0,5 % le volant de conservation des fonds propres passant de 1,5 % à 2 % à compter de la date d'arrêté du 30 septembre 2021.

Au total, aucune banque ne dispose d'un niveau de fonds propres satisfaisant pour respecter l'ensemble des ratios prudentiels assis sur cet agrégat au 31 mars 2022.

Le coefficient de transformation, la limite individuelle des risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire pour un montant maximum de 45 % de leurs fonds propres nets et le ratio de couverture des immobilisations par les ressources permanentes sont les normes les moins respectées.

## **G. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TITRES PUBLICS**

*Le Comité de Politique Monétaire (CPM)*, lors de sa session ordinaire du 28 juin 2021, avait évalué la mise en œuvre des mesures adoptées depuis mars 2020 face à la crise sanitaire du COVID-19, et tenant compte de la persistance des effets de cette pandémie sur les économies de la CEMAC, ainsi que la nécessité de préserver la stabilité extérieure de la monnaie, avait décidé d'ajuster certaines de ces mesures de soutien à l'économie. A cet effet, plusieurs mesures avaient été maintenues, d'autres suspendues et des nouvelles prises.

Par ailleurs, compte tenu de l'évolution récente, et des perspectives des réserves de change de la BEAC ainsi que les risques qui pourraient continuer de peser sur la stabilité extérieure de la monnaie, il est apparu nécessaire de réorienter la politique monétaire de la BEAC à travers l'ajustement de ses principaux taux. A cet égard, le CPM avait décidé lors de sa session extraordinaire du 25 novembre 2021 et sa session ordinaire du 28 mars 2022, de relever ses principaux taux d'interventions.

Ainsi, entre mars 2021 et mars 2022, l'activité du marché monétaire s'est caractérisée par : (i) la baisse de l'encours globale des injections de liquidité de la BEAC, (ii) la diminution du volume des transactions interbancaires, et (iii) la poursuite du dynamisme du marché des titres publics.

L'évolution des différents compartiments du marché monétaire, au cours de la période sous revue, s'établit comme suit :

### **▪ COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE SUR LE MARCHE MONETAIRE**

*L'encours moyen des injections de liquidité* a reculé de 19%, pour se situer à 160 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre 197 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution s'expliquerait notamment par la réduction de la taille des opérations d'injection principale de la Banque Centrale depuis février 2022 et la baisse des montants mobilisés par les banques de la place.

En effet, ces concours sont constitués : i) des avances au titre de l'opération principale d'injection de liquidité à 7 jours, dont l'encours moyen est passé de 52,61 milliards de FCFA à fin mars 2021 pour s'établir à 19,65 milliards de FCFA à fin mars 2022, ii) des facilités permanentes de prêt marginal, dont l'encours a progressé de 120 milliards de FCFA à 140 milliards de FCFA entre les deux périodes, en lien avec la levée du plafond de refinancement de la CCEIBANK GE. Ces

opérations ont représenté 88% de l'encours global des injections de liquidité de la Banque Centrale à fin mars 2022. Ainsi, une opération d'injection de liquidité à maturité longue d'un montant de 50 milliards de FCFA a été lancée par la BEAC à fin mars 2022. Cependant, aucune soumission des banques de la place n'a été enregistrée.

En ce qui concerne *les opérations de reprise de liquidité*, quatre (04) opérations de reprise de liquidité à maturité longue d'un montant de 50 milliards de FCFA chacune, ont été lancées et aucune soumission des banques de la place n'a été enregistrée.

S'agissant des *autres interventions* : opération structurelle, opérations de réglage fin, les apports de liquidités d'urgence, des avances intra-journalières et des avances via le guichet spécial de refinancement à moyen terme, aucune n'a été déclenchée.

Concernant *le coût des ressources*, le taux moyen pondéré des montants adjugés au titre des opérations principales d'injection de liquidité a oscillé entre 4,19% et 5,18% pour le premier trimestre 2022, contre un coût quasiment stable oscillant entre 3,26 et 3,29% un an auparavant à la même période.

Quant *au collatéral* ayant servi comme garantie aux opérations de refinancement de la BEAC pour les banques, il s'est établi à 155 milliards de FCFA au 31 mars 2022 contre 169,05 milliards de FCFA un an auparavant. Il a lieu de signaler la préférence des établissements de crédit pour les titres publics émis dans la CEMAC face au collatéral privé.

## ▪ EVOLUTION DES TAUX D'INTERETS

Le 28 mars 2022, le Comité de Politique Monétaire a procédé aux réaménagements des principaux taux d'interventions de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale comme suit :

- ✓ Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO).....4,00% (au lieu de 3,50%)
- ✓ Taux de la facilité de prêt marginale.....5,75% (au lieu de 5,25%)
- ✓ Taux de la facilité de dépôt.....0,00% (inchangé)

Les taux de rémunération des dépôts publics à la BEAC demeurent inchangés depuis 2014 et se présentent comme suit :

- ✓ Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de Réserves pour les Générations Futures (TISPP0) ..... 0,40%
- ✓ Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP1) ..... 0,05%
- ✓ Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des Dépôts Spéciaux (TISPP2).....0,00%

## ▪ COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Le volume des transactions interbancaires a reculé de 85% entre mars 2021 et mars 2022. Cette évolution s'explique notamment par : i) la dépendance de certains établissements de crédit au refinancement de la Banque Centrale, ii) la non déclaration par certaines banques des transactions (inter et intra groupes) réalisées sur le compartiment interbancaire dans l'application dédiée, biaisant ainsi les statistiques de ce compartiment, et iii) le manque de confiance dû au degré de risque perçu par les banques.

En effet, l'encours des transactions interbancaires au cours du premier trimestre 2022 s'est établi à 13 milliards de FCFA, contre 105 milliards de FCFA au premier trimestre 2021. Il s'agit des opérations de pension livrée de maturité d'un mois avec des taux oscillant entre 4% et 5%.

## ▪ MARCHE DES TITRES PUBLICS

*Le marché de titres publics* émis par adjudication s'est caractérisé, entre mars 2021 et mars 2022, par : i) la poursuite du dynamisme du compartiment primaire observé depuis trois ans, et ii) une baisse des coûts des émissions. Les montants mobilisés par le Trésor ont augmenté de 33% sur deux ans, passant de 280,47 milliards de FCFA entre mars 2020 et mars 2021, à 372,32 milliards de FCFA, entre mars 2021 et mars 2022.

*La répartition de l'encours des titres de la CEMAC* à fin mars 2022, par nature des détenteurs finaux, démontre que 78,5% des valeurs du Trésor en circulation sont détenues par les SVT et les autres banques. Cette situation s'explique notamment par : i) le fait que certains SVT n'enregistrent toujours pas les titres acquis pour le compte des investisseurs dans les comptes dédiés à ces derniers, biaisant ainsi le principe de ségrégation des comptes ; ii) la faible culture financière des agents économiques qui demeurent très peu imprégnés des opportunités de placement sur ce marché et iii) les taux de rendement jugés encore faible par certains investisseurs institutionnels.

La BEAC, dans le cadre de mesures de soutien aux économies de la sous-région, à travers son programme de rachat des titres, détient 26,5% des OTA émis par le Trésor Equato-Guinéenne.

L'évolution du taux moyen pondéré des émissions des BTA s'est légèrement baissé, oscillant entre 5,75% et 8,63% entre mars 2021 et mars 2022, contre un coût moyen oscillant entre 7,60% et 9,03% au cours du premier trimestre, un an auparavant. S'agissant du prix moyen pondéré des émissions des OTA, ils ont oscillé entre 8 625 et 9 301 FCFA.

L'encours global des titres publics à souscription libre du Trésor de la République de Guinée Équatoriale a augmenté de 15%, passant de 535,99 milliards de FCFA à fin mars 2021, à 618,50 milliards de FCFA à fin mars 2022.

## ▪ **RÉSERVES OBLIGATOIRES**

*Le volume des réserves obligatoires* à constituer par les assujettis a augmenté de 6,4 milliards de FCFA au cours de la période de référence, pour s'établir à 76,89 milliards de FCFA à fin mars 2022. Il s'élevait à 70,45 milliards à fin mars 2021.

Sur cette même période, tous les assujettis ont respecté la constitution des réserves obligatoires, contre un assujetti en déficit de constitutions de réserves obligatoires la même période un an auparavant. Ainsi, les coefficients de Réserves Obligatoires ont demeuré inchangés sur la période sous revue, à 7% pour les exigibilités à vue et à 4,5% pour les exigibilités à terme.

## ▪ **OPERATIONS AVEC LE TRESOR PUBLIC**

Les créances de la Banque Centrale sur le Trésor National se sont maintenues à 608,70 milliards de FCFA au cours de la période d'analyse. S'agissant des placements du Trésor, ils ont évolué comme suit :

Le solde du compte « Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (MSRB) » est passé de 2,16 milliards de FCFA à fin mars 2021 à 105,50 milliards de FCFA à fin mars 2022, suite aux nouveaux placements effectués par le Trésor.

En ce qui concerne, le solde du compte « Fonds des Réserves pour les Générations Futures », il s'est établi à 42,68 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre un solde de 57,54 milliards de FCFA, observé un an auparavant, soit un repli de 25%, suite aux retraits anticipés effectués par le Trésor.

Quant au solde du compte « Dépôts spéciaux », il a reculé de 73% (4 milliards) pour s'établir à 1,48 milliards de FCFA, à fin mars 2022, suite aux retraits effectués par le Trésor.

### III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT ET MOYEN TERMES (2023-2025)

*S'agissant des perspectives économiques du pays, à moyen terme, en dépit de la bonne tenue du secteur non pétrolier avec les efforts de diversification économique engagés par les Autorités du pays, l'activité économique de la Guinée Equatoriale devrait ralentir à moyen terme. Ce recul projeté de l'activité économique s'expliquerait principalement par la contreperformance du secteur pétrolier et de la régression des investissements publics.*

Le secteur pétrolier pour sa part, continuerait d'obérer à la croissance jusqu'en 2025, il est attendu des gains économiques importants des réformes de la loi de l'immigration en Guinée Equatoriale par l'acquisition et le déploiement de la plateforme de « visa online » d'ici janvier 2023 et la politique d'éco-tourisme qui ambitionne de faire de la Guinée Equatoriale une destination touristique de qualité et un hub de conférences internationales capable d'attirer pas moins de 100.000 personnes par an. De même, les perspectives macroéconomiques projetées sont conditionnées par le dénouement de la réflexion déjà entamée par les Autorités locales sur plusieurs Partenariats Publics Privés y compris dans le tourisme et sur l'éventualité de la mise en place d'une zone économique spéciale.

Ainsi, les projections à moyen terme tablent sur un recul d'activités de l'ordre de 4,0 % en moyenne sur la période 2023-2025, consécutive à une récession dans le secteur pétrolier d'environ 12,4 % en moyenne. *L'inflation* resterait inférieure à la norme communautaire de 3 %, étant donné que beaucoup de prix restent administrés et l'eau et l'électricité sont toujours gratuites pour une bonne frange de la population et l'hypothèse de la fin de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en 2022.

*La gestion des finances publiques* devrait se stabiliser avec le maintien d'un solde budgétaire, base engagements, hors dons, en moyenne autour de -0,5 % du PIB sur la période. En revanche, *le solde du compte courant*, hors dons, resterait négatif en moyenne à hauteur de -11,0 % du PIB à l'horizon 2025.

*Sur le plan monétaire*, l'on enregistrerait une amélioration des avoirs extérieurs nets en moyenne de 7,0 %.

## IV. ANNEXES

### A. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 MARS 2022

Tableau 7 : Principaux Indicateurs économiques et financiers 2010-2025

	2010	2011	2012	2013	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	(Variations annuelles, en %)									Estim.	Estim.	Estim.	Prév.	Prév.	Prév.
<b>PIB, prix et population</b>															
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,4	-4,6	0,9	5,4	-3,2	-5,4	-3,5
dont secteur pétrolier	-7,5	0,1	3,4	-7,7	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3	-6,7	4,0	-9,1	-15,5	-12,5
secteur non pétrolier	2,5	11,9	15,7	0,9	-2,2	-10,2	2,8	4,2	1,2	-4,2	6,5	6,3	0,5	0,5	1,0
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - en moyenne)	5,6	4,8	3,6	3,0	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	4,7	-0,1	2,3	2,4	2,2	2,0
<b>Finances publiques</b>															
Recettes totales	-9,8	32,5	12,1	-15,7	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-33,9	25,1	42,1	-20,0	-21,4	-10,7
dont recettes pétrolières	-11,4	36,2	8,1	-14,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-36,7	33,6	43,2	-26,8	-28,7	-16,6
recettes non pétrolières	8,4	-1,3	44,1	-17,9	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-22,9	-1,9	37,2	10,8	0,1	1,8
Dépenses totales	-11,0	9,9	45,4	-17,3	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-17,1	-4,4	17,0	-5,6	-3,7	-0,3
dont dépenses courantes	31,5	10,3	62,9	6,9	-11,9	4,2	2,6	3,9	1,3	-10,6	5,6	13,2	-0,1	-0,3	-0,3
dépenses en capital	-16,9	9,9	41,5	-23,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-31,5	-33,6	64,8	-23,2	-17,7	-0,1
<b>Monnaie et crédit</b>															
Avoirs extérieurs nets	-25,9	37,3	43,1	4,8	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-219,5	38,4	404,8	-19,6	23,4	17,1
Crédits à l'économie	36,4	26,1	-15,3	33,6	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	0,0	-3,0	5,3	1,7	3,8	3,1
Créances nettes sur l'Etat	56,0	-105,7	8,5	-18,0	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	10,1	-29,5	4,6	4,6	41,0	23,6
Masse monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	40,4	9,3	8,7	8,5
Cours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	71,5	-5,7	-6,4	-18,8	-7,7	0,0
Taux de couverture extérieure (fin de période)	122,4	101,8	100,9	100,7	55,9	8,4	7,1	7,1	7,3	7,7	6,9	60,1	71	74	77
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pé)	3,04	2,96	2,24	2,21	2,88	3,17	3,35	3,63	4,08	4,35	4,70	3,68	3,44	3,23	3,06
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	4,00	4,00	4,00	3,25	2,95	2,45	2,95	3,50	3,50	3,25	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50
<b>Secteur extérieur</b>															
Exportations, fob	27,0	16,7	10,2	-17,2	-46,1	-28,5	24,4	12,1	-8,2	-49,5	53,9	76,5	-23,2	-31,1	-15,0
Importations, fob	54,5	-20,6	7,1	-3,5	-23,1	-6,4	-11,4	-5,1	-24,7	-39,7	78,5	101,1	-19,2	-19,5	-2,2
Termes de l'échange	25,0	38,4	-2,0	-3,0	-46,5	-5,3	26,5	24,9	-6,4	-33,7	59,1	68,2	-17,0	-12,9	-9,2
Variation des prix à l'exportation	32,8	42,7	5,4	-9,4	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5	67,6	90,1	-14,9	-12,9	-7,9
Variation des prix à l'importation	6,2	3,1	7,6	-6,6	19,4	-14,8	-2,1	-0,5	3,5	-4,1	5,3	13,0	2,6	0,0	1,5
Taux de change effectif réel	(8,7)	0,5	-1,2	6,9	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	(8,7)	0,5	-1,2	7,0	0,1	1,3	-1,5	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	1,2	2,4	-0,2	1,7	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	(46,7)	(47,5)	-45,7	-55,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Monnaie et crédit</b>	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)														
Avoirs extérieurs nets	-58,4	41,6	62,4	6,4	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-15,7	-2,9	60,7	6,5	-8,2	-4,3
Avoirs intérieurs nets	107,2	-35,5	-6,8	0,5	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	8,7	3,3	-20,4	2,8	16,9	12,8
Crédit intérieur net	113,4	-36,1	-2,3	2,3	36,7	31,4	11,0	0,8	6,4	6,1	-23,9	7,2	2,9	17,1	12,8
Créances nettes sur l'Etat	91,1	-50,7	7,9	-9,9	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	6,1	-21,1	2,3	1,7	14,6	10,9
Crédits à l'économie (crédits actifs)	22,3	14,7	-10,2	12,2	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	0,0	-2,9	4,8	1,2	2,4	1,9
Autres postes nets	-6,2	0,6	-4,5	-1,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	2,7	27,2	-27,5	0,0	-0,2	0,0
Masse monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	40,4	9,3	8,7	8,5
<b>Comptes nationaux</b>	(Contribution à la croissance réelle, en %)														
Produit intérieur brut	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,4	-4,6	0,9	5,4	-3,2	-5,4	-3,5
dont secteur pétrolier	-4,8	0,0	2,0	-4,3	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3	-2,9	1,6	-3,5	-5,7	-4,1
secteur non pétrolier	0,9	4,5	6,4	0,4	-1,0	-4,9	1,3	2,1	0,7	-2,4	3,7	3,8	0,3	0,3	0,7
Demande intérieure brute	17,4	18,4	7,3	1,8	-29,4	-7,1	-1,5	1,5	-7,8	-13,9	21,0	27,2	-11,5	-9,7	-4,0
Consommation	24,2	14,3	-0,4	3,8	-22,8	5,4	-14,2	0,7	1,0	-11,4	20,6	26,3	-10,6	-8,1	-2,9
Publique	0,9	0,5	7,2	1,7	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-2,6	0,6	1,0	-2,2	-0,3	-0,3
Privée	23,3	13,9	-7,6	2,2	-20,8	4,4	-14,3	-0,2	0,3	-8,8	20,1	25,4	-8,4	-7,8	-2,5
Investissements bruts	-6,8	4,1	7,7	-2,1	-6,6	-12,6	12,7	0,9	-8,8	-2,5	0,4	0,9	-1,0	-1,6	-1,1
Publics	-6,3	0,4	6,5	-5,1	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-1,2	-0,1	1,1	-0,2	-0,4	-0,2
Privés (Entreprises et ménages)	-0,5	3,7	1,2	3,0	-5,3	-1,8	15,2	0,1	-5,5	-1,3	0,5	-0,2	-0,8	-1,2	-0,9
dont secteur pétrolier	-2,2	2,5	2,2	1,3	-2,2	-1,0	8,3	-0,8	-5,4	-0,1	1,4	2,5	0,0	-0,5	-0,3
secteur non pétrolier	1,7	1,2	-1,1	1,7	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,2	-0,9	-2,7	-0,9	-0,7	-0,6
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-21,4	-13,9	1,1	-0,7	20,1	-2,4	-0,5	-4,6	3,4	9,2	-20,2	-21,8	8,3	4,3	0,5
Exportations de biens et services non facteurs	-4,4	-19,9	2,9	-4,2	-4,2	-3,8	2,0	-10,1	-2,9	-5,3	-7,8	-6,3	-2,2	-4,6	-1,5
Importations de biens et services non facteurs	-17,0	6,0	-1,8	-1,6	24,4	1,4	-2,5	5,6	6,3	14,5	-12,4	-15,5	10,5	9,0	2,0
<b>Comptes nationaux</b>	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)														
Investissements	32,8	33,1	39,4	39,1	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	27,0	28,6	29,1	29,0	29,0	29,6
dont Secteur pétrolier	1,9	3,9	5,7	7,0	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	9,0	10,8	14,3	13,1	11,4	11,1
Épargne intérieure	55,1	68,4	75,5	64,5	47,9	24,7	37,8	43,7	41,3	34,1	29,5	33,9	31,9	28,1	24,8
Épargne nationale	13,6	29,3	40,9	37,4	31,9	3,4	30,0	33,4	21,1	31,2	20,4	24,7	20,8	19,4	18,8
<b>Finances publiques</b>															
Recettes totales	26,6	30,3	30,7	27,5	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	14,2	14,8	16,0	14,0	12,3	11,4
Recettes pétrolières	24,0	28,1	27,4	25,0	24,0	13,7	14,8	16,8	14,6	10,8	12,0	13,1	10,5	8,4	7,2
Recettes non pétrolières	2,6	2,2	3,3	2,5	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,4	2,8	2,9	3,6	4,0	4,2
Dépenses totales	31,2	29,4	38,6	34,0	46,9	31,8	21,5	20,5	16,7	16,1	12,8	11,9	12,3	13,3	13,7
Dépenses courantes	5,6	5,3	7,8	8,9	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	12,0	10,5	9,1	9,9	11,1	11,4
Dépenses en capital	25,5	24,1	30,8	25,1	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,1	2,3	2,9	2,4	2,2	2,3
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	3,1	5,1	2,7	0,2	-1,1
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	3,0	5,1	2,7	0,2	-1,1
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recette)	-72,6	-77,8	-95,4	-75,3	-69,4	-40,3	-27,7	-26,7	-18,4	-15,5	-13,2	-14,2	-12,2	-11,2	-10,8
Solde budgétaire, base engagements hors dons (	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,0	4,1	1,7	-0,9	-2,3
Solde budgétaire, base engagements dons comp	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,0	4,1	1,7	-0,9	-2,3
Solde budgétaire de base (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,0	4,1	1,7	-0,9	-2,3
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PI	-1,4	-2,8	-12,8	-10,3	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-0,3	1,3	0,4	0,8	0,2	-1,0
<b>Secteur extérieur</b>															
Exportations de biens et services non facteurs, fo	81,2	81,6	81,5	71,9	51,1	44,0	51,2	50,4	47,8	29,2	36,5	47,9	40,6	31,9	28,4
Importations de biens et services non facteurs, fo	58,9	46,4	45,3	46,4	49,8	47,5	45,2	30,4	32,7	22,0	34,0	42,6	37,8		

*Tableau 8 : Évolution de la production de bois en grume (volume en m3)*

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 021	2 022	Var.21/22	Cumul 21	Cumul22	Var.21/22
Janv.	8 650	24 815	187			
Fév.	1 560	29 375	1 782	10 210	54 190	431
Mars	1 268	20 196	1 492	11 479	74 386	548
Avr.	1 700			13 179		
Mai	12 597			25 776		
Juin	2 997			28 773		
Juil.	2 959			31 733		
Août	5 315			37 047		
Sept.	5 055			37 047		
Oct.	10 712			42 103		
Nov.	3 489			52 815		
Déc.	5 057			61 360		

*Tableau 9 : Évolution des exportations de bois en grume (volume en m3)*

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 021	2 022	Var.21/22	Cumul 21	Cumul22	Var.21/22
Janv.	9 121	18 205	100			
Fév.	9 497	31 796	235	18 618	50 002	169
Mars	4 443	9 735	119	23 061	59 736	159
Avr.	20 447			43 508		
Mai	17 401			60 909		
Juin	23 244			84 153		
Juil.	17 960			102 113		
Août	11 222			113 335		
Sept.	1 207			114 541		
Oct.	44 543			159 084		
Nov.	45 766			204 850		
Déc.	5 835			210 685		

*Tableau 10 : Évolution de la transformation de bois en grume (volume en m3)*

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 021	2 022	Var.21/22	Cumul 21	Cumul22	Var.21/22
Janv.	3 097	2 750	-11			
Fév.	4 019	1 881	-53	7 115	4 631	-35
Mars	4 804	3 057	-36	11 920	7 688	-36
Avr.	3 650			15 569		
Mai	4 472			20 041		
Juin	10 922			30 963		
Juil.	5 473			36 437		
Août	4 466			40 903		
Sept.	4 466			45 369		
Oct.	3 969			49 338		
Nov.	3 124			52 462		
Déc.	1 142			53 604		

*Tableau 11 : Évolution de la production du pétrole brut (volume en barils)*

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 021	2 022	Var 21/22	2 021	2 022	Var 21/22
Janv.	3 256 623	2 970 372	-9			
Févr.	2 881 194	2 653 856	-8	6 137 817	5 624 228	-8
Mars	3 182 153	2 949 388	-7	9 319 970	8 573 616	-8
Avril	2 940 056			12 260 026		
Mai	3 054 595			15 314 621		
Juin	3 012 158			18 326 779		
Juil.	3 087 150			21 413 929		
Août	2 910 106			24 324 035		
Sept.	2 464 936			26 788 971		
Oct.	2 504 006			29 292 977		
Nov.	2 127 673			31 420 650		
Déc.	2 641 291			34 061 941		

*Tableau 12 : Évolution de la production du pétrole condensat (volume en barils)*

PERIODE	VOLUMEN MENSUEL BARILS			VOLUMEN CUMULE EN BARILS		
	2 021	2 022	Var 21/22	2 021	2 022	Var 21/22
Janv.	685 275	817 758	19			
Févr.	692 626	721 152	4	1 377 901	1 538 910	12
Mars	852 373	857 837	1	2 230 274	2 396 747	7
Avril	836 310			3 066 584		
Mai	868 516			3 935 100		
Juin	842 210			4 777 310		
Juil.	904 445			5 681 755		
Août	902 189			6 583 944		
Sept.	734 029			7 317 973		
Oct.	453 635			7 771 608		
Nov.	756 163			8 527 771		
Déc.	807 397			9 335 168		

*Tableau 13 : Évolution des exportations cumulées du pétrole brut (volume en barils)*

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNES			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 021	2 022	Var 21/22	2 021	2 022	Var 21/22
Janv.	4 319 598	4 280 127	-1			
Févr.	2 319 594	1 915 475	-17	6 639 192	6 195 602	-7
Mars	4 000 844	4 216 798	5	10 640 036	10 412 400	-2
Avril	5 088 752			15 728 788		
Mai	3 091 625			18 820 413		
Juin	4 095 699			22 916 112		
Juil.	3 716 026			26 632 138		
Août	3 293 954			29 926 092		
Sept.	3 651 235			33 577 327		
Oct.	3 222 934			36 800 261		
Nov.	2 439 963			39 240 224		
Déc.	4 279 397			43 519 621		

**Tableau 14 : Évolution de la production d'autres gaz (butane, propane, LPG mixte)  
Volume en Barils**

PERIODE	VOLUME MENSUEL			VOLUME CUMULE		
	2 021	2 022	Var 21/22	2 021	2 022	Var 21/22
Janv.	427 926	417 206	-3			
Févr.	386 298	372 526	-4	814 224	789 732	-3
Mars	397 789	690 100	73	1 212 013	1 479 832	22
Avril	394 308			1 606 321		
Mai	412 773			2 019 094		
Juin	397 276			2 416 370		
Juil.	408 771			2 825 141		
Août	406 116			3 231 257		
Sept.	313 426			3 544 683		
Oct.	233			3 544 916		
Nov.	385 314			3 930 230		
Déc.	427 128			4 357 358		

**Tableau 15 : Évolution des exportations total cumulées de Gaz (volume en Barils)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNES			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 021	2 022	Var 21/22	2 021	2 022	Var 21/22
Janv.	3 081 672	5 724 720	86	3 081 672	5 724 720	86
Févr.	2 842 988	4 952 306	74	5 924 660	10 677 026	80
Mars	5 604 020	4 800 824	-14	11 528 680	15 477 850	34
Avril	5 434 040			16 962 720		
Mai	5 140 909			22 103 629		
Juin	5 580 700			27 684 329		
Juil.	5 382 146			33 066 475		
Août	5 888 220			38 954 695		
Sept.	4 799 291			43 753 986		
Oct.	731 097			44 485 083		
Nov.	4 698 564			49 183 647		
Déc.	4 671 673			53 855 320		

*Tableau 16 : Évolution de la production électrique en Guinée Equatoriale (en milliers de KWh)*

PERIODE	PRODUCTION D'ELECTRICITE					
	2021	2022	Var.21/22	Cumul 2021	Cumul 2022	Var.21/22
Janv.	91 115	96 141	6			
Févr.	95 507	94 741	-1	186 622	190 882	2
Mars	96 610	98 685	2	283 232	289 567	2
Avr.	90 920			374 152		
Mai	90 841			464 993		
Juin	88 439			553 432		
Juil.	83 406			636 838		
Août	81 137			717 975		
Sept	81 491			799 466		
Oct.	85 639			885 105		
Nov.	87 476			972 581		
Déc	89 602			1 062 183		

*Tableau 17 : Évolution de la production de boisson en Guinée Equatoriale (en hectolitres)*

PERIODE	2021	2022	Var 21/22	2021	2022	Var 21/22
	production mensuelle de boisson			variation cumulée de boisson		
Janv.	37 826	65 193	72			
Févr.	75 449	100 085	33	113 274	165 278	46
Mars	125 608	143 784	14	238 882	309 062	29
Avril	172 168			411 050		
Mai	225 241			636 291		
Juin	275 148			911 440		
Juil.	334 011			1 245 451		
Août	399 869			1 645 320		
Sept.	466 951			2 112 271		
Oct.	520 749			2 633 020		
Nov.	575 435			3 208 454		
Déc.	638 642			3 847 097		

*Tableau 18 : Évolution de la vente de Gas domestique en Guinée Equatoriale*

PERIODE	VENTE MENSUEL DU GAS DOMESTIQUE en KG					
	2021	2022	Var.21/22	Cumul 2021	Cumul 2022	Var.21/22
Janv.	661 685	671 871	2	661 685	671 871	2
Févr.	660 316	676 481	2	1 322 001	1 348 352	2
Mars	710 700	560 149	-21	2 032 701	1 908 501	-6
Avr.	692 769			2 725 470		
Mai	671 719			3 397 189		
Juin	718 273			4 115 462		
Juil.	679 366			4 794 828		
Août	718 516			5 513 344		
Sept.	673 995			6 187 339		
Oct.	805 931			6 993 270		
Nov.	843 346			7 836 616		
Déc.	710 601			8 547 217		

*Tableau 19 : Évolution de la vente des produits raffinés en Guinée Equatoriale (en litres)*

PERIODE	2021	2022	Var21/22	cumul21	cumul22	Var21/22
Janv.	21 315	18 704	-12			
Févr.	19 391	19 245	-1	40 707	37 949	-1
Mars	20 820	22 239	7	61 527	60 188	-2
Avril	18 627			80 154		
Mai	19 887			100 041		
Juin	22 104			122 144		
Juil.	23 426			145 571		
Août	23 026			168 597		
Sept.	23 176			191 773		
Oct.	21 747			213 520		
Nov.	22 672			236 193		
Déc.	25 754			261 947		

Tableau 20 : Évolution des statistiques du secteur hôtelier de la Guinée Equatoriale

Mois	Taux d'occupation			Chiffres d'affaires Global (en millions de FCFA)		
	2021	2022		2021	2022	Var. 21/22
Janv.	27	25		1 133	610	-46
Févr.	28	31		2 116	1 324	-37
Mars	31	35		3 229	2 164	-33
Avr.	29			4 180		
Mai	30			5 298		
Juin	30			6 281		
Juil.	30			7 298		
Août	31			8 372		
Sept.	31			9 426		
Oct.	31			10 520		
Nov.	31			11 726		
Dic.	31			12 837		
<b>Total</b>	31			12 837		

D. Evolution des agrégats monétaires

Tableau 21 : Évolution des avoirs extérieurs nets de la Guinée Equatoriale

	déc-20	2021				2022			Variations	
		mars	juin	septembre	décembre	janvier	février	mars	mars/fév 22	mars 22/21
<b>AVOIRS EXTERIEURS BRUTS</b>	<b>140 127</b>	<b>120 305</b>	<b>113 963</b>	<b>241 929</b>	<b>213 186</b>	<b>359 689</b>	<b>363 360</b>	<b>483 003</b>	<b>32,93%</b>	<b>301,48%</b>
BEAC	29 954	9 228	7 677	144 014	25 251	175 247	278 099	327 317	17,70%	3447,00%
- dont Compte d'opérations et Compte Spécial de Nivellement	-	-	-	-	-	150 077	252 829	284 751	12,63%	215,79%
BANQUES COMMERCIALES	110 173	111 077	106 286	97 915	187 935	184 442	85 261	155 686	82,60%	40,16%
- SGB-GE	13 229	5 217	10 139	10 133	22 820	20 517	20 517	11 850	-42,24%	127,14%
- CCEI BANK GE	34 803	34 296	32 981	31 788	94 075	94 013	3 192	44 834	-1504,57%	30,73%
- BGFI BANK	44 432	49 871	45 878	33 481	50 486	50 108	48 977	73 662	50,40%	47,71%
- BANGE	2 261	7 307	136	2 703	1 880	819	442	3 092	599,55%	-57,68%
- ECOBANKGE	15 448	14 386	17 152	19 810	18 674	18 985	18 517	22 248	20,15%	54,65%
<b>ENGAGEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>386 048</b>	<b>385 859</b>	<b>378 074</b>	<b>354 242</b>	<b>364 597</b>	<b>326 984</b>	<b>323 608</b>	<b>269 934</b>	<b>-16,59%</b>	<b>-30,04%</b>
BEAC	292 340	294 732	284 549	263 379	209 946	173 800	172 883	173 100	0,13%	-41,27%
- dont Compte d'opérations	244 845	245 924	235 578	94 323	38 168	-	-	-		215,79%
Recours aux crédits FMI	22 743	23 220	23 059	23 375	23 773	23 967	23 928	23 923	-0,02%	3,03%
BANQUES COMMERCIALES	93 708	91 127	93 525	90 863	154 651	153 184	150 725	96 834	-35,75%	6,26%
- SGB-GE	4 425	10 004	11 001	6 918	2 683	8 649	7 228	6 126	-15,25%	-38,76%
- CCEI BANK GE	70 243	66 641	66 692	65 718	126 081	116 561	117 006	68 235	-41,68%	2,39%
- BGFI BANK	9 683	7 634	8 373	7 500	15 357	19 447	20 164	15 106	-25,08%	97,88%
- BANGE	685	182	1 422	4 588	107	2 152	329	1 268	285,41%	596,70%
- ECOBANKGE	8 672	6 666	6 037	6 139	10 423	6 375	5 998	6 099	1,68%	-8,51%
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>- 245 921</b>	<b>- 265 554</b>	<b>- 264 111</b>	<b>- 112 313</b>	<b>- 151 411</b>	<b>32 705</b>	<b>39 752</b>	<b>213 069</b>	<b>436,00%</b>	<b>180,24%</b>

Tableau 22 : Évolution des créances nettes sur l'Etat (en millions FCFA)

	déc-20	2021				2022			Variation	
		mars	juin	septembre	décembre	janvier	février	mars	Mars/Fév 22	Mars 22/21
BEAC	487 724	490 314	509 497	360 106	329 608	273 272	225 674	251 590	11,48%	-48,69%
<b>Créances</b>	608 743	610 732	608 703	651 071	651 901	653 671	655 414	655 694	0,04%	7,36%
Avance en Comptes Courants (art.21)	-	-	-	-	-	-	-	-		
Avance exceptionnelle au Trésor	-	-	-	42 368	43 198	43 478	43 731	44 011	0,64%	100,00%
Avance Consolidés sur l'Etat	608 743	610 732	608 703	608 703	608 703	610 193	611 683	611 683	0,00%	0,16%
<b>Engagements</b>	121 019	120 418	99 206	290 965	322 293	380 399	429 740	404 104	-5,97%	235,58%
Dépôts et Encaisses de l'Etat	121 019	120 418	99 206	290 965	322 293	380 399	429 740	404 104	-5,97%	235,58%
RECOURS AUX RESSOURCES DU FMI	22 743	23 220	23 059	23 375	23 773	23 967	23 928	23 923	-0,02%	3,03%
BANQUES COMERCIALES	200 664	178 798	150 872	191 694	125 854	112 755	127 263	49 631	-139,00%	-72,24%
<b>Créances</b>	400 773	397 540	405 492	414 103	372 174	364 075	125 832	337 303	168,06%	-15,15%
Gouvernement	397 874	395 397	403 536	398 754	369 052	360 932	122 838	334 267	172,12%	-15,46%
Trésor	10 630	9 930	-	8 506	7 782	7 539	7 295	7 047	-3,40%	-29,03%
Bons de Trésor et assimilés	380 571	379 059	388 273	384 394	355 615	347 801	109 977	321 746	192,56%	-15,12%
Autres crédits au Gouvernement	6 673	6 408	15 263	5 854	5 655	5 592	5 566	5 474	-1,65%	-14,58%
Organismes Publics	2 899	2 143	1 956	15 349	3 122	3 143	2 994	3 036	1,40%	41,67%
Dépôts et Engagements de l'Etat	200 109	218 742	254 620	222 409	246 320	251 320	253 095	287 672	13,66%	31,51%
<b>CREANCES NETTES SUR L'ETAT</b>	<b>711 131</b>	<b>692 332</b>	<b>683 428</b>	<b>575 175</b>	<b>479 235</b>	<b>409 994</b>	<b>122 339</b>	<b>325 144</b>	<b>165,77%</b>	<b>-53,04%</b>
Autres créances nettes sur l'Etat	-58 803	-59 528	-48 838	-32 272	-49 368	-51 892	6 988	-78 977	-1230,18%	32,67%
Dont: PNG	769 934	751 860	732 266	607 447	528 603	461 886	115 351	404 121	250,34%	-46,25%

Tableau 23 : Évolution des crédits à l'économie (en millions FCFA)

	déc-20	2021				2022			Variation	
		mars	juin	septembre	décembre	janvier	février	mars	Mars/Fév 22	Mars 22/21
<b>CREDITS A COURT TERME</b>	<b>764 514</b>	<b>751 504</b>	<b>730 653</b>	<b>728 057</b>	<b>768 303</b>	<b>763 986</b>	<b>852 384</b>	<b>710 436</b>	<b>-16,65%</b>	<b>-5,46%</b>
SGB-GE	149 432	139 523	129 869	121 695	129 214	132 279	132 321	130 604	-1,30%	-6,39%
CCEI BANK-GE	380 813	392 052	393 666	392 798	421 687	420 636	511 978	376 751	-26,41%	-3,90%
BGFI BANK	107 499	105 867	99 074	101 750	103 354	101 003	100 846	97 070	-3,74%	-8,31%
BANGE	100 878	94 327	88 195	92 038	94 182	90 638	87 812	86 786	-1,17%	-7,99%
ECOBANKGE	25 892	19 735	19 849	19 776	19 866	19 430	19 427	19 225	-1,04%	-2,58%
<b>CREDITS A MOYEN TERMES</b>	<b>155 837</b>	<b>160 026</b>	<b>163 617</b>	<b>149 678</b>	<b>123 563</b>	<b>128 825</b>	<b>128 014</b>	<b>169 119</b>	<b>32,11%</b>	<b>5,68%</b>
SGB-GE	22 930	16 775	16 079	15 880	12 246	12 100	11 946	11 754	-1,61%	-29,93%
CCEI BANK-GE	46 697	36 050	33 397	34 633	6 727	6 592	6 510	48 381	643,18%	34,21%
BGFI BANK	11 302	21 364	24 076	14 942	15 065	17 545	18 285	18 466	0,99%	-13,56%
BANGE	74 653	85 633	89 865	84 038	89 154	92 398	91 101	90 377	-0,79%	5,54%
ECOBANKGE	255	204	200	185	371	190	172	141	-18,02%	-30,88%
<b>CREDITS A LONG TERMES</b>	<b>22 566</b>	<b>28 293</b>	<b>22 194</b>	<b>22 470</b>	<b>22 107</b>	<b>22 522</b>	<b>22 395</b>	<b>22 401</b>	<b>0,03%</b>	<b>-20,82%</b>
SGB-GE	1 663	1 437	1 391	1 322	1 276	1 257	1 233	1 193	-3,24%	-16,98%
CCEI BANK-GE	-	-	-	-	-	-	-	-		
BGFI BANK	2 740	2 569	576	585	589	586	582	578	-0,69%	-77,50%
BANGE	18 163	24 287	20 227	20 563	20 242	20 679	20 580	20 630	0,24%	-15,06%
ECOBANKGE	-	-	-	-	-	-	-	-		
<b>TOTAL CREDITS A L'ECONOMIE</b>	<b>942 917</b>	<b>939 823</b>	<b>916 464</b>	<b>900 205</b>	<b>913 973</b>	<b>915 333</b>	<b>1 002 793</b>	<b>901 956</b>	<b>-10,06%</b>	<b>-4,03%</b>

Tableau 24 : Évolution de la masse monétaire (en millions FCFA)

	déc-20	2021				2022			Variation	
		mars	juin	septembre	décembre	janvier	février	mars	Mars/Fév 22	Mars 22/21
<b>DISPONIBILITES MONETAIRES</b>	<b>725 301</b>	<b>691 839</b>	<b>702 378</b>	<b>735 696</b>	<b>836 570</b>	<b>872 705</b>	<b>878 015</b>	<b>915 823</b>	<b>4,31%</b>	<b>32,38%</b>
Monnaie Fiduciaire	179 100	165 661	165 315	163 753	190 114	303 515	297 006	306 827	3,31%	85,21%
Monnaie Scripturale	546 201	526 178	537 063	571 943	646 456	569 190	581 009	608 996	4,82%	15,74%
<b>QUASI-MONNAIE</b>	<b>270 311</b>	<b>263 422</b>	<b>263 422</b>	<b>276 391</b>	<b>163 005</b>	<b>244 244</b>	<b>241 748</b>	<b>238 916</b>	<b>-1,17%</b>	<b>-9,30%</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>995 612</b>	<b>955 261</b>	<b>965 800</b>	<b>1 012 087</b>	<b>999 575</b>	<b>1 116 949</b>	<b>1 119 763</b>	<b>1 154 739</b>	<b>3,12%</b>	<b>20,88%</b>

*E. Situation comptable de la banque centrale*  
**Tableau 25 : Situation comptable de la BEAC-Guinée Equatoriale**  
**A. Actif**

RUBRIQUES ACTIF	déc-18	déc-19	déc-20	2021			2022			TOTAL ZONE	Variation Mars/Fév 22	Variation Mar 22/21
				MARS	JUIN	DÉCEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS			
<b>DISPONIBILITES EXTERIEURES</b>	- 25 435	- 95 622	-240 012	-257 013	-248 054	-33 521	154 477	257 257	306 479	4 237 169	19,13%	219,25%
Avoirs Extérieurs à vue	- 25 065	- 92 586	-237 218	-234 865	-227 285	-33 101	152 865	254 528	294 870	4 092 512	15,85%	225,55%
Billets Etrangers	7 277	2 998	12 727	11 058	8 330	5 067	2 788	1 698	10 119	4 352	495,77%	-8,49%
Correspondants Hors Zone d'Emission			0	0		0	0	0	0	190 436		
Trésor Français	- 32 342	- 95 584	-249 945	-245 924	-235 616	-38 168	150 077	252 829	284 751	3 897 724	12,63%	215,79%
Compte d'Opérations	- 32 342	- 95 584	-249 945	-245 924	-235 616	-38 168	150 077	252 829	284 751	3 897 724	12,63%	215,79%
Compte Spécial de Nivellement			0	0		0	0	0	0	0		
Autres Avoirs Extérieurs (SDM)	- 370	- 3 036	-2 794	-22 148	-20 769	-420	1 612	2 729	11 609	144 656	325,40%	152,42%
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	- 370	- 3 036	-2 794	-22 148	-20 769	-420	1 612	2 729	11 609	144 656	325,40%	152,42%
Opérations sur le Marché Financier			0	0		0	0	0	0	0		
<b>ENCAISSE-OR</b>			0	0	0	0	0	0	0	232 105		
<b>FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL</b>	46 991	47 621	45 540	46 433	46 087	47 339	47 725	47 752	47 743	573 840	-0,02%	2,82%
Quotes-Parts en devises	30 167	30 705	29 412	30 030	29 821	30 745	30 995	30 945	30 939	201 550	-0,02%	3,03%
Avoirs en DTS	16 823	16 916	16 128	16 403	16 266	16 594	16 729	16 808	16 805	372 290	-0,02%	2,45%
<b>CREANCES SUR LES BANQUES</b>	174 000	105 727	181 000	194 523	181 260	171 000	164 000	162 000	155 000	609 720	-4,32%	-20,32%
Concours du Marché Monétaire: Guichet A	174 000	105 727	181 000	194 523	181 260	171 000	164 000	162 000	155 000	548 887	-4,32%	-20,32%
Appels d'Offres			0									
Pensions et Autres	174 000	105 727	181 000	194 523	181 260	171 000	164 000	162 000	155 000	548 887	-4,32%	-20,32%
Avances à Moyen Terme Irrévocables: Guichet B			0	0	0	0	0	0	0	60 833		
Créances impayées			0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX</b>	609 155	608 979	608 743	610 732	610 732	651 901	653 671	655 414	655 694	3 186 579	0,04%	7,36%
Avances en comptes courants (art. 18)			0	0	0	0	0	0	0	0		
Avances Exceptionnelles	452		0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'Economie consolidés sur l'Etat	608 703	608 979	608 743	610 732	610 732	608 703	610 193	611 683	611 683	2 783 409	0,00%	0,16%
Titres détenus à des fins de politique monétaire			0	0		43 198	43 478	43 731	44 011	399 980	0,64%	
Titres domestiques gérés par la Salle des Marchés						0	0	0	0	3 190		
<b>CONTREPARTIE des ALLOC. de DTS versées aux ETATS</b>			0	0		122 537	123 535	123 333	123 310	809 769	-0,02%	
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	5 207	6 653	6 298	5 859	5 857	5 850	5 823	5 918	6 078	608 312	2,71%	3,75%
Immobilisations financières	3 135	2 876	3 173	3 178	3 264	3 186	3 159	3 252	3 405	191 287	4,68%	7,12%
Créances sur le Personnel	3 135	2 876	3 173	3 178	3 264	3 186	3 159	3 252	3 405	50 716	4,68%	7,12%
Créances sur les Autres Banques Centrales			0	0		0	0	0	0	0		
Titres de Participations			0	0		0	0	0	0	41 532		
Autres Immobilisations Financières			0	0		0	0	0	0	99 038		
Immobilisations Incorporelles			0	0		0	0	0	0	13 513		
Immobilisations Corporelles	2 073	3 778	3 125	2 680	2 594	2 664	2 664	2 665	2 673	383 487	0,30%	-0,25%
Autres Valeurs Immobilisées			0	0		0	0	0	0	20 025		
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	3 354	3 396	66	3 145	3 082	119	50	16	4 488	6 758	28030,63%	42,71%
Avances diverses au Personnel	43	21	12	15	9	32	16	15	18	1 956	15,13%	17,00%
Autres Débiteurs Divers	- 4	- 4	-4	0	0	0	0	0	0	-162		
Comptes de Régulations - Actif	3 315	3 378	58	3 130	3 073	87	34	1	4 471	4 964	812729,29%	42,84%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>813 273</b>	<b>676 753</b>	<b>601 636</b>	<b>603 678</b>	<b>598 964</b>	<b>965 225</b>	<b>1 149 281</b>	<b>1 251 690</b>	<b>1 298 793</b>	<b>10 264 252</b>	<b>3,76%</b>	<b>115,15%</b>

## B. Passif

RUBRIQUES PASSIF	déc-18	déc-19	déc-20	2021			2022			TOTAL ZONE	Variation Mars/Fév 22	Variation Mar 22/21
				MARS	JUIN	DÉCEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS			
<b>BILLETTS ET PIÈCES EN CIRCULATION</b>	197 758	207 729	219 157	201 880	206 435	229 930	344 873	336 558	344 408	4 018 758	2,33%	70,60%
<b>TRESOR ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX</b>	156 119	224 254	119 162	120 100	111 206	319 421	379 089	429 422	403 732	1 319 793	-5,98%	236,16%
Comptes courants	70 937	49 781	39 287	47 037	38 440	200 394	210 674	203 512	206 009	604 482	1,23%	337,97%
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	1 785	120 795	2 786	2 786	2 786	8 138	8 138	8 133	106 133	228 352	1204,94%	3709,30%
Fonds de Réserves pour Générations Futures	46 327	46 512	70 541	57 565	47 729	42 680	42 694	42 694	42 694	42 832	0,00%	-25,83%
Dépôts spéciaux	37 071	7 167	6 548	12 712	22 251	68 210	117 582	175 083	48 896	444 126	-72,07%	284,64%
<b>BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES</b>	375 299	162 544	184 510	198 630	212 080	214 513	220 108	279 094	307 125	2 051 564	10,04%	54,62%
Banques et Institutions Étrangères	25 249	25 690	24 608	26 115	24 705	25 723	24 705	24 705	24 705	159 502	0,00%	-5,40%
Banques et Institutions Financières de la Zone d'Émission	350 050	136 855	159 902	172 515	187 375	188 791	195 403	254 388	282 419	1 892 062	11,02%	63,71%
Comptes courants	278 315	63 941	87 100	172 515	115 534	116 270	122 948	181 419	209 450	1 055 514	15,45%	21,41%
Comptes courants en devises			0			0	0	0	0	0		
Dépôts et placements sur marché monétaire			0	0		0	0	0	0	55		
Comptes de Réserves Obligatoires	71 735	72 914	72 802	0	71 841	72 521	72 455	72 969	72 969	836 356	0,00%	
Autres Comptes des Établissements de Crédit			0	0		0	0	0	0	137		
<b>AUTRES COMPTES COURANTS</b>	1 466	2 494	1 323	1 600	2 211	1 043	1 663	1 034	1 237	174 615	19,70%	-22,68%
<b>FMI : ALLOCATION des DTS</b>	24 923	25 367	24 299	24 809	24 636	147 936	149 142	148 898	148 870	1 275 025	-0,02%	500,07%
<b>EMPRUNTS ET DETTES À LONG ET MOYEN TERME</b>			0	0		0	0	0	0	23 402		
<b>AUTRES PASSIFS</b>			0	0		0	0	0	0	65 451		
<b>PROVISIONS</b>			0	0		0	0	0	0	29 796		
<b>REPORT À NOUVEAU</b>			0	0		0	0	0	0	0		
<b>RESERVES</b>	- 1 911	- 1 911	-2 088	-3 153	-1 893	-2 248	-1 051	-1 088	-1 092	775 087	-0,38%	65,37%
<b>CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION</b>			0	0	0	0	0	0	0	88 000		
<b>CRÉDITEURS DIVERS</b>	172	- 17	-73	-56	-79	158	147	176	197	17 726	12,43%	449,62%
<b>TRANSFERTS NON DÉNOUÉS</b>			1 769	0	0	1 559	0	0	0	139 952		
<b>COMPTES DE RÉGULARISATIONS - PASSIF</b>	43 203	37 726	33 264	31 983	30 758	30 422	30 232	30 155	61 516	193 316	104,00%	92,34%
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>	16 244	18 567	20 315	27 885	13 609	22 490	25 079	27 442	32 800	91 767	19,52%	17,62%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>813 273</b>	<b>676 753</b>	<b>601 636</b>	<b>603 678</b>	<b>598 964</b>	<b>965 225</b>	<b>1 149 281</b>	<b>1 251 690</b>	<b>1 298 793</b>	<b>10 264 252</b>	<b>3,76%</b>	<b>115,15%</b>

*G. Evolution du marché monétaire et titres publics*

**Tableau 26 : Operations principales d'injections de liquidité de la BEAC**

OPERATIONS PRINCIPALES D'INJECTION DE LIQUIDITES PREMIER TRIMESTRE 2022 ( En millions de FCFA)

Resultats globaux des adjudications	Appel D'offres n°01	Appel D'offres n°02	Appel D'offres n°03	Appel D'offres n°04	Appel D'offres n°05	Appel D'offres n°06	Appel D'offres n°07	Appel D'offres n°08	Appel D'offres n°09	Appel D'offres n°10	Appel D'offres n°11	Appel D'offres n°12	Appel D'offres n°13	TOTAL
Montant mis en adjudication CEMAC	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	200 000	200 000	200 000	200 000	180 000	180 000	<b>2 590 000</b>
Montant total des offres exprimés CEMAC	398 569	305 166	303 697	302 224	279 974	279 471	269 902	268 391	316 392	246 391	161 816	168 313	157 814	<b>3 458 120</b>
Montant total des offres exprimés Ets en GE	32 000	32 000	29 000	25 000	24 000	23 000	23 000	23 000	23 000	23 000	22 000	18 000	16 000	<b>313 000</b>
Montant total servie CEMAC	198 000	214 221	201 000	205 000	255 974	256 471	246 906	245 391	293 392	231 209	178 000	162 000	164 000	<b>2 851 564</b>
Montant total servie Ets GE	32 000	15 779	29 000	25 000	24 000	23 000	23 000	23 000	23 000	15 182	22 000	18 000	16 000	<b>288 961</b>
Taux de souscription CEMAC	173,29%	132,68%	132,04%	131,40%	121, 73%	121,51%	117,35%	134,20%	158,20%	123,20%	80,91%	93,51%	87,67%	
Taux minimum proposé CEMAC	3,50%	4,00%	4,10%	4,36%	4,50%	4,76%	4,80%	4,50%	4,96%	5,10%	3,50%	3,50%	4,00%	
Taux maximum proposé CEMAC	4,50%	4,55%	5,00%	5,00%	5,00%	5,10%	5,00%	5,15%	5,15%	5,25%	5,25%	5,25%	5,35%	
Taux marginal de l'adjudication CEMAC	4,39%	4,40%	4,40%	4,60%	4,72%	4,78%	4,90%	4,98%	5,07%	5,15%	3,50%	3,50%	4,00%	
Taux moyen ponderé des soumissions CEMAC	4,15%	4,34%	4,54%	4,68%	4,82%	4,87%	4,93%	5,01%	5,09%	5,17%	5,16%	4,85%	4,89%	
Taux moyen ponderé des montants adjudés CEMAC	4,19%	4,39%	4,59%	4,73%	4,86%	4,89%	4,94%	5,05%	5,13%	5,18%	5,16%	4,85%	4,89%	

**Tableau 27 : Evolution des injections de liquidité de la Banque Centrale**

EVOLUTIONS DES INJECTIONS DE LIQUIDITE (EN FCFA)														
Encour moyenne des injection par trimestre										Evolution 2021-2022				
2021					2022									
MOIS	OPIL	OIML	FPPM 24h	Moyenne	MOIS	OPIL	OIML	FPPM 24h	Moyenne	MOIS	OPIL	OIML	FPPM 24h	Moyenne
Janvier	40 419 354 839	25 000 000 000	120 000 000 000	185 419 354 839	Janvier	26 756 548 387	0	143 967 741 935	170 724 290 323	Janvier	-34%	-100%	20%	-8%
Fevrier	53 357 142 857	25 000 000 000	120 000 000 000	198 357 142 857	Fevrier	23 392 857 143	0	139 000 000 000	162 392 857 143	Fevrier	-56%	-100%	16%	-18%
Mars	52 609 645 161	25 000 000 000	120 000 000 000	197 609 645 161	Mars	19 654 000 000	0	140 677 419 355	160 331 419 355	Mars	-63%	-100%	17%	-19%
TOTAL				193 795 380 952	TOTAL				164 482 855 607	TOTAL				-15%

Source: BEAC

**Tableau 28 : Evolution des titres publics émis par le Trésor**

**TITRES PUBLICS ENTRE MARS 2021 ET MARS 2022 (En millions de FCFA)**

Periode du Mars 2021 au Mars 2022				
Date d'Emission	Code d'Emission. BTA/OTA	Montant Emission	Montant Mobilisé	TMP/PMP
11-mars-21	GQ1300000957 BTA-52 11-MARS-2022	15 000	15 000	8,17%
24-mars-21	GQ1300000965 BTA-52 25-MARS-2022	10 000	9 100	8,46%
31-mars-21	GQ1300000973 BTA-52 01-AVRI-2022	20 000	13 435	8,44%
14-avr-21	GQ1300000981 BTA-52 15-AVRI-2022	15 000	15 000	8,33%
21-avr-21	GQ1300000999 BTA-52 22-AVRI-2022	15 000	15 000	8,39%
12-mai-21	GQ1300001005 BTA-52 13-MAI-2022	15 000	12 000	6,32%
09-juin-21	GQ1300001013 BTA-52 10-JUIN-2022	15 000	12 000	5,77%
30-juin-21	GQ1300001021 BTA-52 01-JUIL-2022	20 000	20 000	7,35%
07-juil-21	GQ2J00000024 OTA-3 7% 09-JUIL-2024	55 000	55 000	9 301,36
28-juil-21	GQ2K00000021 OTA-4 7% 30-JUIL-2025	50 000	50 000	8 870,75
25-août-21	GQ2K00000039 OTA-4 7% 27-AOÛT-2025	70 000	21 163	8 928,03
03-sept-21	GQ2K00000047 OTA-4 7% 03-SEPT-2025	55 000	31 732	8 625,16
22-sept-21	GQ1300001039 BTA-52 23-SEPT-2022	25 000	13 989	8,05%
06-oct-21	GQ1300001047 BTA-52 07-OCTU-2022	25 000	7 006	8,40%
27-oct-21	GQ1300001062 BTA-52 28-OCTU-2022	10 000	9 236	8,42%
10-nov-21	GQ1300001070 BTA-52 11-NOV-2022	15 000	12 878	8,30%
24-nov-21	GQ1300001088 BTA-52 25-NOV-2022	15 000	3 877	8,10%
08-déc-21	GQ1300001096 BTA-52 09-DEC-2022	15 000	6 006	8,48%
18-janv-22	GQ1300001104 BTA-52 19-JANV-2023	20 000	19 785	8,63%
01-févr-22	GQ1300001112 BTA-52 02-FEVR-2023	17 000	17 000	8,19%
22-févr-22	GQ1300001120 BTA-52 23-FEVR-2023	20 000	13 115	7,50%
MONTANT TOTAL		517 000	372 322	

## Tableau 29 : Evolution des opérations interbancaires

BANQUE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE CENTRALE

Imprimé le , Jul 6, 2022 à 9:05 AM



### ETAT DETAILLE DES OPERATIONS INTERBANCAIRES EN XAF

Date debut : 31/12/2020 Date fin : 30/03/2021

Espace géographique : GUINEE EQUATORIALE

Etablissement de crédit : Tous les établissements de crédit

Nature de la transaction : Toutes les transactions Maturité (en jours) : Toutes les maturités

Relation : Toutes les relations

Collatéral : TOUTES LES TRANSACTIONS

Ref. SYGM A de l'opération	Etablissement déclarant	Contrepartie	Emprunt de liquidité	Placement de liquidité	Date de l'opération	Date de valeur	Maturité	Echéance	Taux d'emprunt	Taux de placement	Type de collatéral	Pays d'implantation de la contrepartie
PIB02/2021	CCEI Bank Guinée Equatoriale	Afriland First Bank	52 750 000 000		31/01/2021	31/01/2021	28	27/02/2021	5.000 %		OTA	CAMEROUN
PIB03	CCEI Bank Guinée Equatoriale	Afriland First Bank	52 750 000 000		28/02/2021	28/02/2021	31	30/03/2021	5.000 %		OTA	CAMEROUN
<b>TOTAL :</b>			105 500 000 000									

BANQUE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE CENTRALE

Imprimé le , Jul 6, 2022 à 9:02 AM



### ETAT DETAILLE DES OPERATIONS INTERBANCAIRES EN XAF

Date debut : 31/12/2021 Date fin : 30/03/2022

Espace géographique : GUINEE EQUATORIALE

Etablissement de crédit : Tous les établissements de crédit

Nature de la transaction : Toutes les transactions Maturité (en jours) : Toutes les maturités

Relation : Toutes les relations

Collatéral : TOUTES LES TRANSACTIONS

Ref. SYGM A de l'opération	Etablissement déclarant	Contrepartie	Emprunt de liquidité	Placement de liquidité	Date de l'opération	Date de valeur	Maturité	Echéance	Taux d'emprunt	Taux de placement	Type de collatéral	Pays d'implantation de la contrepartie
R1448268/202	BGFIBank Guinée Equatoriale	BGFIBank Gabon	5 000 000 000		16/01/2022	16/01/2022	31	16/02/2022	4,00		BTA	GABON
R1460783/202	BGFIBank Guinée Equatoriale	BGFIBank Gabon	3 000 000 000		20/02/2022	20/02/2022	30	22/03/2022	4,00		BTA	GABON
R1460786/202	BGFIBank Guinée Equatoriale	BGFIBank Gabon	2 000 000 000		20/02/2022	20/02/2022	30	22/03/2022	4,00		BTA	GABON
R1454819/202	BANGE Bank Cameroun	Banco Nacional de Guinea Ecuatorial	3 000 000 000		01/02/2022	01/02/2022	365	01/02/2023	150		OTA	GUINEE EQUATORIALE
<b>TOTAL :</b>			13 000 000 000									

**Tableau 30 : Evolution de la situation bilantielle**

En millions de FCFA	31/03/2020	31/03/2021	30/09/2021	31/12/2021	28/02/2022	31/03/2022
<b>DEPOTS DE LA CLIENTELE</b>	1 103 615	1 027 083	1 088 658	1 073 192	1 092 850	1 153 093
Crédits bruts	997 209	1 012 589	974 206	989 784	980 994	975 409
Créances en souffrance	506 881	551 527	596 987	583 200	577 029	576 625
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	185 423	177 132	170 403	167 609	164 819	165 376
<b>CREDITS NETS</b>	811 786	835 457	803 803	822 175	816 175	810 033
<b>CAPITAUX PERMANENTS</b>	284 725	280 883	277 667	279 254	276 163	274 643
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	103 768	100 073	105 656	105 257	105 875	105 956
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	20 310	17 356	1 509	-5 173	2 944	2 346
<b>EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE</b>	493 096	389 792	458 375	419 841	449 907	514 093
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1 639 195</b>	<b>1 631 308</b>	<b>1 694 548</b>	<b>2 493 569</b>	<b>2 510 204</b>	<b>1 714 613</b>

**Tableau 31 : Evolution des opérations de trésorerie**

En millions de FCFA	31/03/2020	31/03/2021	30/09/2021	31/12/2021	28/02/2022	31/03/2022
<b>Caisse</b>	48 323	36 219	45 796	39 818	39 552	37 581
<b>Opérations à vue</b>	208 663	186 821	202 748	1 003 859	1 027 783	294 258
<b>Opérations au jour le jour et à terme</b>	33 059	10 578	13 935	18 511	18 447	17 447
<b>Titres de placement et de transaction</b>	379 579	409 128	431 609	402 797	399 715	397 204
<b>Créances en souffrance nettes</b>	0	0	1	4	5	5
<b>Créances rattachées</b>	15 191	15 650	15 638	1 265	1 690	1 999
<b>Emplois de trésorerie</b>	684 815	658 396	709 727	1 466 254	1 487 192	748 494
<b>Opérations à vue</b>	14 091	17 365	20 849	807 036	815 750	24 719
<b>Opérations au jour le jour et à terme</b>	177 310	250 652	230 131	239 000	221 074	209 074
<b>Dettes rattachées</b>	318	587	372	377	461	608
<b>Ressources de trésorerie</b>	191 719	268 604	251 352	1 046 413	1 037 285	234 401
<b>EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE</b>	<b>493 096</b>	<b>389 792</b>	<b>458 375</b>	<b>419 841</b>	<b>449 907</b>	<b>514 093</b>